

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-49

Objet : Adoption des règlements de l'eau, l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif à Caromb.

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe en matière de gestion des cycles de l'eau,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 et n°2018-72 du 3 août 2018 rendant obligatoire le transfert de compétences eau potable, assainissement des eaux usées et eaux pluviales urbaines aux communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2020,

Vu le règlement de l'eau de la ville de Caromb datant de 2010, qui n'intègre donc pas les dernières évolutions réglementaires ni un réel périmètre de desserte,

Vu l'absence de règlements de l'assainissement collectif et non collectif de la ville de Caromb datant de 2010,

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente ;

Vu l'arrêté n° 2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Décide

Article 1 : D'adopter les règlements de l'eau, de l'assainissement collectif et non collectif de la ville de Caromb.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 27 juin 2023
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



RÈGLEMENT DU SERVICE DES EAUX VALANT CONTRAT D'ENGAGEMENT ENTRE LA COMMUNE DE CAROMB ET L'ABONNE

Applicable au 14/07/2023

Approuvé par délibération du Conseil Municipal le 28/06/2023 et
après avis de la CCSPL du 14/06/2023

Date	Version	Commentaire
30/05/2023	1	Mise à jour du règlement de septembre 2010

Mairie de Caromb - 141, Av. du Grand Jardin-BP3- 84330 CAROMB
Tél 04.90.62.40.28 - contact@ville-caromb.fr

Table des matières

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 1 - OBJET DU RÈGLEMENT.....	3
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU SERVICE.....	3
ARTICLE 3 - MODALITÉS DE FOURNITURE DE L'EAU	4
ARTICLE 4 - DÉFINITION DU BRANCHEMENT	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT	5
CHAPITRE II - ABONNEMENTS	7
ARTICLE 6 - DEMANDE D'ABONNEMENT	7
ARTICLE 7 - RÈGLES GÉNÉRALES ET OBLIGATIONS CONCERNANT LES ABONNES	7
ARTICLE 8 - CESSATION DES ABONNEMENTS.....	8
ARTICLE 9 - FACTURATION	9
CHAPITRE III - BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTÉRIEURES	9
ARTICLE 10 - MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS ET COMPTEURS.....	9
ARTICLE 11 - INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNE - FONCTIONNEMENT - RÈGLES GÉNÉRALES.....	9
ARTICLE 12 - INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNE - CAS PARTICULIERS	10
ARTICLE 13 - INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNE - INTERDICTIONS DIVERSES	11
ARTICLE 14 - MANŒUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLÉ ET DÉMONTAGE DES BRANCHEMENTS	11
ARTICLE 15 - COMPTEURS : RELÈVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN	12
ARTICLE 16 - COMPTEURS - VÉRIFICATION.....	13
CHAPITRE IV - PAIEMENTS	13
ARTICLE 17 - PAIEMENT DU BRANCHEMENT	13
ARTICLE 18 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU.....	13
ARTICLE 19 - FRAIS DE RÉOUVERTURE	14
ARTICLE 20 - RÉGIME DES EXTENSIONS RÉALISÉES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS	14
CHAPITRE V - INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION	14
ARTICLE 21 - INTERRUPTION RÉSULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX	14
ARTICLE 22 - RESTRICTIONS SUR L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DE DISTRIBUTION.....	14
ARTICLE 23 - CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	15
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION	15
ARTICLE 24 - PÉNALITÉS	15
ARTICLE 25 - DATE D'APPLICATION	15
ARTICLE 26 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT.....	15
ARTICLE 27 - CLAUSE D'EXÉCUTION	16
ANNEXE 1 : COMPOSANTE DE LA FACTURE	17
ANNEXE 2 : EXEMPLE DE DEUX FACTURES INTERMEDIAIRE ET CONSOLIDÉE	18

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles l'eau potable est distribuée, ainsi que les obligations respectives du Service des Eaux et des abonnés. Il constitue le contrat entre le Service des Eaux et l'abonné, et doit donc être porté à la connaissance de l'abonné.

Dans le présent règlement :

1. l'abonné désigne toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au réseau AEP. Ce peut être le propriétaire, le locataire, l'occupant de bonne foi ou la copropriété pour son syndic,
2. la commune de CAROMB désigne la collectivité qui exploite en régie directe le service dénommé ci-après le Service des Eaux.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU SERVICE

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après. Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont installés par le Service des Eaux ou par l'entreprise agréée et mandatée par ce service, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation. Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur. Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (cas de force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions de l'article 21 du présent règlement.

La commune est tenue d'informer l'Agence Régionale de la Santé (ARS) de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement, par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage, etc.). Tous les justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par la Mairie de CAROMB, soit par le préfet du département intéressé, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public. Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à enregistrer et gérer le contrat d'abonnement au Service des Eaux de la commune de Caromb (ouverture d'un abonnement, facturation, gestion des interventions, des compteurs et du réseau, recouvrement).

L'ensemble des données sont obligatoires et sont destinées aux agents habilités du Service des Eaux de Caromb, aux agents du Service Cycles de l'Eau de la CoVe et le cas échéant, sur demande, aux autorités de contrôles ou aux services fiscaux.

Ces données ne font l'objet d'aucune cession à un tiers, ni d'aucun usage commercial. Les données sont conservées par la commune selon la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données RGPD 2016/679 et à la réglementation nationale associée, l'abonné dispose de droits notamment d'accès, d'opposition ou de modification aux données qui le concernent.

Pour toute question relative à la protection de ses données ou pour l'exercer, s'adresser, à tout moment, au Délégué à la Protection des Données de la commune de Caromb – Direction de l'Innovation Numérique du Territoire – Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin – 161 Boulevard Albin Durand 84200 Carpentras ou par courriel à dpo@lacove.fr ou auprès de la Mairie de Caromb.

RELATIONS AVEC LES USAGERS

Le Service des Eaux est tenu :

- d'être en mesure de fixer un rendez-vous, dans un délai de 2 jours ouvrés à tout usager qui le demande pour un motif sérieux, et de respecter l'horaire du rendez-vous ;
- d'intervenir dans un délai de deux heures diurnes en cas d'incident (fuite) sur un branchement ou un compteur signalé par l'utilisateur, dans le cas où la fourniture d'eau ne pourrait pas être assurée à l'abonné ;
- d'être en mesure d'ouvrir ou de fermer un branchement dans un délai de deux jours ouvrés à la demande de l'utilisateur ;
- dans le cas d'un immeuble non encore alimenté, de fournir un devis de branchement dans un délai de 1 mois puis de réaliser les travaux après l'accord de l'utilisateur dans un délai de 2 mois, sauf autorisation spéciale de voirie ;
- pour les branchements nécessitant une extension ou un renforcement, le délai de fourniture sera apprécié pour chaque cas particulier ;
- pour les cas de force majeure, d'intervenir selon les moyens que les circonstances lui permettront.

ARTICLE 3 - MODALITÉS DE FOURNITURE DE L'EAU

Tout usager désireux d'être alimenté en eau potable doit souscrire une demande écrite d'abonnement (courrier ou courriel sur le site Web de la commune) auprès de la commune (document de « demande de 1^{er} abonnement » et règlement, disponible en mairie ou sur le site Web de la commune) si le lieu de pose du compteur est dans le périmètre de desserte de la régie de l'Eau. Ce périmètre de desserte est délimité par la zone urbaine et la zone à urbaniser prévues au PLU en vigueur. Le règlement de service retiré en mairie constitue le contrat entre le Service des Eaux et l'abonné. La signature de la demande de 1^{er} abonnement permet d'attester de la lecture du règlement et vaut acceptation des conditions.

La fourniture de l'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

La demande de raccordement doit être consécutive à une attestation de travaux ou à une demande de permis de construire (PC). Le branchement sera effectué en limite de domaine public, au plus proche du réseau existant, uniquement après acceptation des travaux ou obtention du PC.

ARTICLE 4 - DÉFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement s'entend depuis la canalisation publique en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé (dont le Service des Eaux a, seul, le droit de manipuler la clé),
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet avant compteur, à la disposition de l'utilisateur,
- le compteur.

Les installations doivent comprendre, à minima, un écoule libre de démon après le compteur, à la charge directe de l'abonné et restant sa propriété (l'équipement amont étant à la charge de la commune).

1^{er} Cas particulier des branchements privés avec canalisation de grande longueur (environ 100 m) : un clapet anti-retour doit obligatoirement être posé immédiatement après compteur, en sus de l'écoule libre et de la vanne d'arrêt.

2^e Cas particulier du dispositif électromécanique d'augmentation de la pression (ex : pompe de surpression) : si l'abonné souhaite installer sur son réseau privé un tel dispositif, ce dernier ne doit pas être raccordé directement sur le réseau d'eau public, c'est-à-dire qu'il doit puiser impérativement dans un réservoir tampon avec mise à l'atmosphère (non fermé). C'est ce réservoir qui sera raccordé au réseau public.

Les installations peuvent en outre comprendre, après le compteur, à la charge directe de l'abonné et restant sa propriété :

- Le regard ou la niche abritant le compteur,
- Le joint aval du compteur,
- Un robinet de purge,
- Un clapet anti-retour, s'il n'est pas inclus dans le compteur,
- Un réducteur de pression. Ce dernier est vivement conseillé, notamment lorsque le réseau du Haut Service est utilisé en secours pour assurer la continuité de service du réseau du Bas Service.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Un branchement sera établi pour chaque immeuble. Toutefois, sur décision du Service des Eaux, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur,
- soit un branchement unique équipé d'un compteur pour les installations existantes.

Cependant, le Service des Eaux se réserve le droit d'opter pour la solution la plus adaptée techniquement.

1. Pour les immeubles collectifs, il peut y avoir autant d'abonnement que de logements. La consommation des parties communes est réputée égale à la différence entre l'indication du compteur général et la somme des indications des compteurs particuliers. Le branchement s'arrête au compteur général. Pour ces immeubles, la prise en charge par le Service des Eaux des abonnements individuels par appartement sera subordonnée aux conditions suivantes :

- l'entretien, la responsabilité et le renouvellement des installations intérieures comprises entre le compteur général et les compteurs individuels sont à la charge du propriétaire ou des copropriétaires,
- les compteurs individuels seront installés dans une gaine technique extérieure aux appartements de manière à permettre leur accès en l'absence de l'abonné,
- il devra être possible de fermer individuellement l'alimentation en eau de chaque appartement,
- l'installation d'un compteur général de contrôle sera néanmoins possible, il sera alors exonéré du coût de l'abonnement.

Les installations existantes et non conformes à ces prescriptions continueront d'être alimentées uniquement par abonnements collectifs.

Les branchements intérieurs, les colonnes montantes et toute dérivation seront installés et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires ou des abonnés.

2. Pour les immeubles collectifs alimentés par un seul branchement et général, le propriétaire ou son représentant est redevable d'un abonnement fixe égal à autant de fois que d'appartements.

De même, les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale ou de bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le Service des Eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur, qui doit être situé aussi près que possible de la limite de propriété. Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais, par le Service des Eaux, ou sous sa direction, par une entreprise agréée et mandatée par ses soins. Toutefois, l'aménagement de la niche ou la construction du regard peut être réalisé par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives du Service des Eaux. Ce dernier ou l'entreprise agréée et mandatée par la collectivité présente sous 1 mois (selon l'article 2 ci-dessus) à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le devis précise le détail d'exécution de ces travaux.

De même, les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le Service des Eaux ou sous sa direction technique, par une entreprise mandatée.

Pour sa partie située en propriété privée, le branchement appartient au propriétaire de l'immeuble, à l'exception du compteur. Sa garde et sa surveillance sont à la charge de l'abonné, avec toutes les conséquences que cette notion comporte en matière de responsabilité. Ce dernier supporte les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement, s'il apparaît que ceux-ci résultent d'une faute ou d'une négligence de sa part. L'abonné devra **protéger son compteur et son réducteur de pression contre le gel**.

Le Service des Eaux, seul habilité à intervenir pour réparer la partie publique, prend à sa charge les frais propres à ses interventions. L'entretien à la charge du Service des Eaux ne comprend pas les frais de remise en état des installations mises en place par le propriétaire.

L'entretien, à la charge du Service des Eaux, ne comprend pas les frais de déplacement ou de modification des branchements, ni les frais de réparation, ni les dommages résultant d'une faute prouvée de l'abonné, ni les dommages causés par le gel du compteur : ces frais seront facturés à l'abonné.

Pour sa partie située dans le domaine public, le branchement est la propriété de la collectivité et fait partie intégrante du réseau. Le Service des Eaux prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

Les branchements non conformes seront modifiés aux frais de l'abonné dès qu'une intervention sera nécessaire (fuite ou toute autre cause). Le compteur sera placé en limite de propriété, la partie du branchement après compteur devenant propriété de l'abonné.

Dans le cas où un abonné estimerait que la pression de distribution est trop importante pour ses besoins propres, il devra procéder à ses frais, s'il le juge nécessaire, à la fourniture et mise en place d'un réducteur détenteur de pression.

L'entretien de cet appareil reste à sa charge et la responsabilité du Service cause, en cas de mauvais réglage ou détérioration entraînant des dégâts à

CHAPITRE II - ABONNEMENTS

ARTICLE 6 – DEMANDE D'ABONNEMENT

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, si le lieu de desserte est situé dans le périmètre de desserte de la régie de l'Eau. Ce périmètre de desserte est délimité par la zone urbaine et la zone à urbaniser prévues au PLU en vigueur (déjà précisé dans l'article 3). Cette fourniture s'effectue dans un délai de deux jours ouvrés suivant la réception en mairie de la demande de 1^{er} abonnement s'il s'agit d'un branchement existant (ouverture de la bouche à clé).

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à 1 mois (selon l'article 2 ci-dessus) suivant le paiement de la facture correspondant au devis, sauf autorisation spéciale de voirie. La réalisation de branchements neufs ne sera exécutée qu'après l'autorisation de la collectivité.

Si l'importance de la consommation prévue nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation, le délai de fourniture sera apprécié pour chaque cas particulier.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le Service des Eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et la réglementation sanitaire.

Cas particuliers :

En cas de redressement judiciaire prononcé par le Tribunal, le mandataire désigné par décision de justice (notamment l'administrateur, le représentant des créanciers, etc.) devra dans les huit jours d'ouverture du redressement, reconnaître contradictoirement avec le Service des Eaux l'index du compteur. À défaut, la consommation réputée effectuée à dater du jugement d'ouverture du redressement dont le montant sera dû au Service des Eaux par privilège conformément à la loi, sera calculée au prorata temporis depuis la dernière lecture de l'index.

Les personnes sous la responsabilité desquelles les contrats ont été poursuivis sont responsables de toute conséquence en découlant.

Lorsque le redressement judiciaire est assorti d'un contrat de location-gérance, un abonnement sera souscrit par un locataire -gérant autorisé par le mandataire de justice habilité, conformément aux dispositions légales.

La liquidation judiciaire prononcée par le Tribunal entraîne la résiliation de l'abonnement. La date d'effet de celle-ci pourra cependant être différée de trois mois à compter de la date du jugement de liquidation si la personne habilitée en fait la demande auprès du Service des Eaux.

ARTICLE 7 - RÈGLES GÉNÉRALES ET OBLIGATIONS CONCERNANT LES ABONNES

Règles générales :

Les abonnements courent du 1^{er} janvier au 31 décembre. L'abonnement facturé est proportionnel à la durée de la jouissance. Le Service des Eaux remet au nouvel abonné un exemplaire des tarifs en vigueur à la signature du contrat.

La résiliation d'un abonnement en cours de semestre entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé, l'abonnement du semestre en cours sera calculé au prorata temporis. Les modifications de structure tarifaire sont votées chaque année en conseil municipal et font l'objet d'une délibération consultable en mairie.

Obligations :

Obligations du propriétaire :

Certaines règles doivent être respectées par le propriétaire, lorsqu'un locataire emménage ou quitte un logement :

1. Tout d'abord, lors de l'emménagement du locataire, le propriétaire doit en informer le Service des Eaux, communiquer l'index compteur et le locataire doit signer un contrat d'abonnement ;
2. Ensuite, lorsqu'un locataire quitte le logement, dès réception de la notification de préavis de congé au propriétaire, il est obligatoire d'en aviser le Service des Eaux ;
3. Trois jours avant le départ du locataire, le propriétaire doit s'assurer que le Service des Eaux est prévenu du jour exact du départ, à défaut de le prévenir pour lui permettre de relever l'index du compteur afin de calculer la consommation de la période en cours. Si le propriétaire a en sa possession la nouvelle adresse du locataire, il devra la fournir au Service des Eaux ;
4. En cas de départ non signalé ou d'absence de nouveaux locataires, l'abonnement sera transféré de fait au propriétaire conformément à ce présent règlement. En cas de refus de ce dernier, la CoVe émettra un titre de paiement au Trésor public à son encontre.

Recommandation au propriétaire :

Si un appartement doit rester sans occupant quelque temps, il est recommandé de fermer le robinet général afin d'éviter toute consommation inutile (fuite ou robinet mal fermé) qui serait facturée au propriétaire.

Obligations du locataire :

Certaines règles doivent être respectées par le locataire lorsqu'il emménage ou quitte un logement :

1. Tout d'abord, lors de l'emménagement, le locataire doit en informer le Service des Eaux, communiquer l'index compteur et venir signer, un contrat d'abonnement.
2. Ensuite, lorsqu'un locataire quitte le logement, dès l'envoi de la notification de préavis de congé au propriétaire, il en avisera le Service des Eaux.
3. Dix jours ouvrés avant son départ, le locataire doit prévenir le Service des Eaux par écrit pour lui permettre de relever l'index du compteur afin de calculer la consommation de la période en cours.

ARTICLE 8 - CESSATION DES ABONNEMENTS

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en renseignant, 10 jours ouvrés au moins avant son départ, le formulaire de « demande de résiliation d'abonnement » disponible en mairie ou sur le site Web de la commune.

Si, après résiliation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, le Service des Eaux facturera des frais de réouverture de branchement et de réinstallation de compteur.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit, reste responsable vis-à-vis du Service des Eaux de toutes les sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

ARTICLE 9 – FACTURATION

Les factures sont soumises aux tarifs approuvés par les autorités administratives compétentes. Ces tarifs comprennent :

1. Une redevance annuelle appelée « abonnement » par logement ou local professionnel desservi donnant droit à la fourniture de l'eau. Cette redevance couvre les frais d'entretien du branchement, la location et l'entretien du compteur. Elle est facturée pour partie sur la facture intermédiaire et pour le solde sur la facture de consolidation (cf. exemple des 2 factures en Annexe 2).
2. La consommation d'eau en m³.
3. Les taxes de l'agence de l'eau figurent uniquement sur la facture de consolidation.

Ces trois pôles sont soumis à la TVA en vigueur.

CHAPITRE III - BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTÉRIEURES

ARTICLE 10 - MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS ET COMPTEURS

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, conformément à l'article ci-après. Les compteurs sont placés en limite du domaine public et accessibles facilement et en tout temps aux agents du Service des Eaux.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit être visible et dégagée, afin que le Service des Eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service des Eaux, compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, le Service des Eaux remplace, aux frais de l'abonné, le compteur par un autre de calibre approprié. L'abonné doit signaler sans retard au Service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement ou du compteur.

ARTICLE 11 - INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNE - FONCTIONNEMENT – RÈGLES GÉNÉRALES

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la collectivité, aux tiers ou aux agents de service tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution publique ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture de branchement. En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. À défaut, le Service des Eaux peut imposer un dispositif antibélier aux frais de l'abonné.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures ne doivent pas, de leur conception ou de leur réalisation, de permettre, à l'occasion de phénomène de retour d'eau la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toutes autres substances non désirables.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service des Eaux, l'ARS ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

En cas d'urgence ou de risques pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office. Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé.

ARTICLE 12 - INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNE - CAS PARTICULIERS

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par une ressource en eau alternative (source, puits, forage, eaux de pluie collectée en aval des toitures, réseau d'irrigation, etc.) réservée à des fins d'usage domestique et personnel d'une famille doit le déclarer en mairie depuis le 1^{er} janvier 2009 (décret du 2 juillet 2008).

Toute interconnexion entre cette alimentation alternative et le réseau public d'adduction d'eau potable est formellement interdite. Les réseaux doivent être clairement identifiables et physiquement disjoints. Les abords de l'ouvrage doivent être propres et protégés (constat visuel d'absence d'intrusion d'eaux de ruissellement et d'eaux usées ou de stockage de produits polluants à proximité immédiate).

En référence à la circulaire interministérielle du 9 novembre 2009, des contrôles des installations intérieures peuvent être réalisés par le Service des Eaux chez l'ensemble des abonnés du service d'eau qui utilisent une ressource alternative afin de prévenir le risque de pollution du réseau public d'eau (art. L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT)).

Le contrôle est effectué en présence de l'abonné ou de son représentant. L'accès et la visite des lieux sont limités aux seules nécessités du contrôle. Le Service des Eaux notifie à l'abonné le rapport de visite. Le décret n°2008-652 du 2 juillet 2008 fixe les modalités d'accès aux propriétés privées et de réalisation des contrôles. Il limite le contrôle au risque de contamination du réseau public et permet un contrôle simplifié de l'ouvrage de prélèvement tout en donnant les garanties à l'abonné sur l'accès à sa propriété. En cas de risque de contamination de l'eau provenant du réseau public, le service impose à l'abonné de mettre en œuvre les mesures de protection nécessaires. A l'issue du délai fixé par le rapport de visite et en l'absence de justificatifs de travaux fournis par l'abonné, le Service des Eaux procédera à une nouvelle visite de contrôle. Si le risque de contamination du réseau public perdure après cette nouvelle visite, et après une mise en demeure (art. L. 2224-22-5 du CGCT), le Service des Eaux procédera à la fermeture du branchement d'eau au réseau public (art. L. 2224-12 du CGCT).

Ce contrôle est à la charge de l'abonné (art. L. 2224-12 du CGCT), sauf lorsque le contrôle a été déclenché sur la base d'une présomption d'utilisation d'une autre ressource en eau se révélant erronée. Le tarif est délibéré en Conseil Municipal et fixé en fonction des coûts exposés pour les réaliser (art. L. 2224-22-4 du CGCT). Le Service des Eaux chargé du contrôle informe l'abonné de la date du contrôle au plus tard sept jours ouvrés avant celui-ci (art. L. 2224-22-4 du CGCT).

Un nouveau contrôle portant sur le même ouvrage et pour un même abonné ne peut être effectuée avant l'expiration d'une période de 5 ans (art. L. 2224-22-4 du CGCT, hors cas particuliers visés à l'art. L. 2224-22-5 du CGCT, notamment lorsque la protection du réseau public contre tout risque de pollution n'est pas garantie par l'ouvrage ou les installations intérieures). Cette période de 5 ans ne s'applique pas en cas de changement d'abonné.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant de l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, le service prescrira la mise en place à l'aval du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la norme NF Antipollution agréé par l'autorité sanitaire, ou mieux un dispositif de séparation à coupure visible. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

L'emploi d'appareils pouvant mettre en dépression la canalisation publique à travers le branchement est interdit. Tout dégât dû à la pression sera à la charge de l'utilisateur.

Pour raison de sécurité, toute utilisation du réseau public comme prise de terre de référence d'une installation privée est interdite.

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 1324-4 du code de la santé publique, « le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, [...], aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique [...] est puni de 3 ans d'emprisonnement et de 45.000€ d'amende ». Afin de faire constater les infractions correspondantes, le Service des Eaux pourra faire appel à un officier de police judiciaire ou aux agents habilités et assermentés à cet effet mentionnés à l'article L 1312-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - INTERDICTIONS DIVERSES

Il est formellement interdit à l'abonné :

1. d'utiliser de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, d'en disposer gratuitement ou non, en faveur de tout autre particulier ou intermédiaire, sauf en cas d'incendie.
2. de pratiquer un piquage, ou un orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement, depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur.
3. de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets.
4. de faire sur son branchement une opération autre que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêts ou du robinet de purge (l'abonné ayant la garde de la partie du branchement non située sur le domaine public, les mesures conservatoires qu'il peut être amené à prendre de ce fait ne sont pas visées, sous réserve qu'il en ait immédiatement averti le Service des Eaux).

ARTICLE 14 - MANŒUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE À CLÉ ET DÉMONTAGE DES BRANCHEMENTS

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit en ce qui concerne son branchement, se limiter à fermer le robinet avant compteur.

Seul (e) le Service des Eaux ou l'entreprise agréée peut procéder, aux frais du demandeur, au démontage partiel ou total du branchement ou du compteur.

ARTICLE 15 – COMPTEURS : RELÈVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN

Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu 1 fois par an. Si, à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de dix jours. Si lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il lui permette, en lui fixant rendez-vous, de procéder à la lecture du compteur, et ceci dans le délai maximal de trente jours.

Le renouvellement de compteurs par des compteurs équipés d'un dispositif de relève à distance est en cours de déploiement. Dans le cas où l'abonné dispose d'un tel compteur, ses données de consommation sont relevées par ce compteur dans le cadre de l'exécution du contrat de fourniture d'eau, pour permettre sa facturation et l'alerter en cas de surconsommation et suspicion de fuite. Ce compteur communicant collecte un index de consommation journalier destiné exclusivement au Service des Eaux. L'abonné peut demander à consulter ses consommations sur une durée de 2 années glissantes, pour suivre sa consommation au jour le jour. Elles sont conservées pendant toute la durée du contrat d'abonnement prolongée des délais de prescription légale.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée sur la base de la consommation constatée, pendant la période correspondante de l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

La protection du compteur est à la charge de l'abonné, si le compteur est enterré, et peut être réalisée en mettant en place au-dessus du compteur une protection thermique efficace (laine de verre, polystyrène, bois, etc.) et en s'assurant de la bonne fermeture du couvercle.

Si le compteur et les canalisations sont situés à l'intérieur de l'habitation ou dans un local non chauffé, il y aura lieu pour l'abonné de protéger et de calorifuger le compteur et les conduites.

L'abonné doit prendre à ses risques et périls toutes les précautions utiles pour garantir son **compteur contre le gel**, les retours d'eau chaude, les chocs et les accidents divers.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes de l'usager et des usures normales. Tout remplacement et toute réparation de compteur, dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (gel, incendie, introduction de corps étrangers, chocs extérieurs, etc.) sont effectués par le Service des Eaux, aux frais exclusifs de l'abonné, auquel incombe le soin de prendre les mesures nécessaires pour éviter les accidents dont il est question.

Si le Service des Eaux constate une malveillance sur le compteur, celle-ci sera constatée par l'agent assermenté. Le remplacement du compteur et la consommation d'eau estimée seront facturés à l'abonné.

Les dépenses ainsi engagées par le Service des Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'une facture dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

ARTICLE 16 – COMPTEURS – VÉRIFICATION

Les compteurs sont vérifiés ou remplacés tous les 15 ans par le Service des Eaux. De plus, ce dernier pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile. Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation au profit de l'abonné. L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué sur place, par le Service des Eaux, en présence de l'abonné, sous forme d'un jaugeage.

En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage. La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la législation en vigueur. Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 10, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné. Ces frais sont fixés en délibération du Conseil Municipal.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le Service des Eaux. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

Le Service des Eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

CHAPITRE IV - PAIEMENTS

ARTICLE 17 - PAIEMENT DU BRANCHEMENT

Toute installation de branchement donne lieu au paiement, par le demandeur du coût du branchement. Les compteurs appartiennent à la Collectivité. Ils sont posés par le Service des Eaux, aux frais de l'abonné.

Conformément à l'article 10 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

ARTICLE 18 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

L'abonnement est payable semestriellement à terme échu.

La redevance au mètre cube correspondant à la consommation est payable à terme échu également.

Les différents éléments entrant dans la composition de la facture d'eau sont exposés en annexe 1 et un exemple de facture figure en annexe 2.

Lorsque la mise en service a lieu dans le courant du semestre, la redevance d'abonnement est proportionnelle à la durée de la jouissance.

La fermeture du branchement ou la résiliation du contrat ne suspend pas l'obligation de paiement de la redevance d'abonnement et des consommations dues.

Sauf disposition contraire, le montant facturé doit être acquitté dans les délais maximums indiqués sur la facture. Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service des Eaux.

Le Service des Eaux devra tenir compte, au plus tard lors de l'échéance suivante, de toute différence qui aurait eu lieu au préjudice de l'abonné.

L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur. Cependant, à titre très exceptionnel, il a la possibilité de saisir par écrit la commission de l'eau en justifiant par une attestation d'un professionnel (plombier) que la fuite d'une part, était enterrée, non visible, et d'autre part réparée au jour de la demande.

Si les redevances ne sont pas payées dans les délais maxima fixés sur la facture preuve du bienfondé de sa réclamation, l'abonné s'expose à des poursuites.

Les redevances sont mises en recouvrement par le Service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit.

Retard de paiement :

Tout paiement après les dates limites fixées sur les factures, pourra entraîner une majoration sur le montant TTC selon le tarif délibéré en Conseil Municipal.

ARTICLE 19 – FRAIS DE RÉOUVERTURE

Les frais de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de cette opération est fixé forfaitairement selon le tarif délibéré en Conseil Municipal.

ARTICLE 20 - RÉGIME DES EXTENSIONS RÉALISÉES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Lorsque des travaux d'extension sur l'initiative des particuliers sont réalisés par le Service des eaux ou une entreprise agréée par la collectivité, les particuliers s'engagent à prendre en charge la totalité du montant des travaux. Les particuliers demandeurs de l'extension se répartiront les charges suivant une règle à définir par eux-mêmes.

CHAPITRE V - INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

ARTICLE 21 - INTERRUPTION RÉSULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX

Les abonnés ne peuvent réclamer aucune indemnité au Service des Eaux, pour les interruptions momentanées de la fourniture d'eau résultant de gel, de sécheresse, de réparation ou de toute autre cause analogue considérée comme cas de force majeure. Il en est de même pour les variations de pression et la présence d'air dans les conduites publiques.

Le Service des Eaux avertit les abonnés 3 jours à l'avance par affichage public et/ou par information dans leur boîte aux lettres lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

ARTICLE 22 - RESTRICTIONS SUR L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DE DISTRIBUTION

La pression minimale de distribution est de 0.3 bar, conformément au décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau (cf. Art. 4 Cas particulier du dispositif électromécanique d'augmentation de la pression).

En cas de force majeure, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit d'interdire l'utilisation de l'eau par les abonnés pour tout autre usage que les besoins ménagers et de limiter la consommation en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, la collectivité se réserve le droit d'autoriser le Service des Eaux à modifier le réseau de distribution en l'adaptant aux besoins du service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences desdites modifications.

ARTICLE 23 - CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le Service des Eaux doit en être averti 3 jours à l'avance, de façon à pouvoir y assister éventuellement, et, le cas échéant, y inviter le Service de Protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie incombe au seul Service des Eaux et Service de Protection contre l'incendie.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 24 – PÉNALITÉS

Les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées soit par les agents du Service des Eaux, soit par le représentant de la collectivité, et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Si une personne soutire de l'eau sans demande de compteur, une pénalité sera facturée automatiquement au propriétaire selon les tarifs délibérés en Conseil Municipal.

Si l'utilisateur ou le propriétaire n'est pas présent lors d'un RDV fixé avec le Service des Eaux, une pénalité de frais de déplacement sera facturée automatiquement à l'utilisateur ou au propriétaire selon les tarifs délibérés en Conseil Municipal.

ARTICLE 25 – DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à compter du 14/07/2023, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 26 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des abonnés.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu, de part et d'autre, sans indemnité.

ARTICLE 27 – CLAUSE D’EXÉCUTION

Le Maire, le responsable du service de gestion comptable référent, les agents du Service des Eaux habilités à cet effet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal (après avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux dans sa séance du 14/06/2023)

Dans sa séance du 28/06/2023

Mme Le Maire

Valérie MICHELIER

ANNEXE 1 : COMPOSANTE DE LA FACTURE

Service des Eaux

Abonnement ou part fixe

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service. Elle ne donne pas droit à un volume d'eau.

Consommation

Produit du nombre de mètres cubes consommés par le prix unitaire du m³ HT.

Service de l'assainissement

Abonnement ou part fixe

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service d'assainissement.

Taxes agence de l'eau

Payées par tous les usagers, ces redevances permettent à l'Agence de l'Eau de soutenir les actions pour lutter contre la pollution des eaux, protéger la santé, préserver la biodiversité et garantir la disponibilité de la ressource.

Redevance de lutte contre la pollution

Ces redevances sont perçues sur l'eau potable. Tout consommateur d'eau potable contribue financièrement à la lutte contre la pollution de l'eau. Le calcul de la redevance est établi sur le nombre de m³ consommés.

Modernisation des réseaux

Cette contribution apparaît désormais de façon claire sur la facture d'eau. Jusque-là intégrée à la redevance de pollution, elle n'est versée que par les habitants raccordés à l'égout.

TVA

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée à l'ensemble des rubriques de la facture, conformément à l'article 267-1-1° du Code Général des Impôts.



CAROMB
141 AVENUE DU GRAND JARDIN

84330 CAROMB

Tel : 04 90 62 40 28 Fax : 04 90 62 32 56

horaires d'ouverture: du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h
Agissant au nom et pour le compte de
La CoVe
1171 Avenue du Mont Ventoux
84200 CARPENTRAS

Réf. Abonné :

Abonné : M.

Adresse branchement : 00009/22

84330 CAROMB

Evolution de votre consommation	
2021	125
2020	217
2019	203

FACTURE ESTIMEE

Eau - Assainissement

PREMIER SEMESTRE

Année	2022
N° Facture	12
Date Facture	28/04/2022

Adresse de facturation :

M.

N° Compteur	Date de relève	Ancien Index	Nouvel Index	Consommation en m3
15KA040375	27/04/2022	955	1030	75

Détail de facturation	Quantité	Prix Unitaire HT en Euros	Montant HT en Euros	Taux de TVA
DISTRIBUTION DE L'EAU				
ABONNEMENT ANNUEL	0,600	60,00000	36,00	5,5 %
CONSOM 1 A 50M3	50	0,62000	31,00	5,5 %
CONSOM + DE 50M3	25	1,19000	29,75	5,5 %
REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT				
ABONNEMENT ANNUEL	0,600	41,00000	24,60	10,0 %
CONSOMMATION ASST	75	0,80000	60,00	10,0 %

Abonnement TTC : 65,04€		Total HT	Acompte H.T.	Net H.T.	T.V.A.	Montant TTC
Prix du litre d'eau TTC : 0,00173€ (hors abonnement)	EAU	96,75		96,75	5,32	102,07
	ASSAINISSEMENT	84,60		84,60	8,46	93,06
		181,35		181,35	13,78	195,13

Messages :

PAIEMENT EN LIGNE : www.ville-caromb.fr au plus tard le 30 juin 2022

PAIEMENT PAR CHEQUE EN MAIRIE : au plus tard le 10 juin 2022

Ci-joint contrôle analyse eau 2021

NET A PAYER

195,13€

Papillon à joindre à votre règlement:

Commune : 02 CAROMB

Facture Eau - Assainissement ESTIMEE

N° Facture 2022 1 020220000000012 E

Ref. Abonné

Nom M

Date Facture 28/04/2022 **Code recette :** EA

Eau : 102,07 € , **Asst. :** 93,06 €

Net à payer : 195,13€

Règlement à l'ordre de : Régie eau et Asst
10/06/2022

Lieu de paiement : MAIRIE DE CAROMB
141 AVENUE DU GRAND JARDIN
84330 CAROMB

"Extrait du titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et D.3342-11 du code général des collectivités territoriales."



CAROMB
141 AVENUE DU GRAND JARDIN

84330 CAROMB

Tel : 04 90 62 40 28 Fax : 04 90 62 32 56

horaires d'ouverture: du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Agissant au nom et pour le compte de

La CoVe

1171 Avenue du Mont Ventoux

84200 CARPENTRAS

Réf. Abonné :

Abonné : M

Adresse branchement : 00009/22

84330 CAROMB

Evolution de votre consommation	
2020	217
2019	203
2018	183

FACTURE CONSOLIDEE

Eau - Assainissement

DEUXIEME SEMESTRE

46

Année	2021
N° Facture	2017
Date Facture	03/11/2021

Adresse de facturation :

M

N° Compteur	Date de relèvement	Ancien Index	Nouvel Index	Consommation en m3
15KA040375	29/09/2021	960	955	-5

Détail de facturation	Quantité	Prix Unitaire HT en Euros	Montant HT en Euros	Taux de TVA
DISTRIBUTION DE L'EAU			180,25	
ABONNEMENT ANNUEL	1	60,00000	60,00	5,5 %
CONSOM 1 A 50M3	50	0,62000	31,00	5,5 %
CONSOM + DE 50M3	75	1,19000	89,25	5,5 %
TAXES AGENCE DE L'EAU			41,25	
LUTTE CONTRE LA POLLUTION	125	0,28000	35,00	5,5 %
PRELEVEMENT RESSOURCE EN EAU	125	0,05000	6,25	5,5 %
REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT			141,00	
ABONNEMENT ANNUEL	1	41,00000	41,00	10,0 %
CONSOMMATION ASST	125	0,80000	100,00	10,0 %
TAXES AGENCE DE L'EAU			18,75	
MODERNISATION DES RESEAUX	125	0,15000	18,75	10,0 %

Abonnement TTC : 108,40€					
Prix du litre d'eau TTC : 0,00241€ (hors abonnement)					
	Total HT	Acompte H.T.	Net H.T.	T.V.A.	Montant TTC
EAU	221,50	-162,20	59,30	3,26	62,56
ASSAINISSEMENT	159,75	-128,60	31,15	3,12	34,27
	381,25	-290,80	90,45	6,38	96,83

Messages :

PAIEMENT EN LIGNE : www.ville-caromb.fr au plus tard le 31/12/21.

PAIEMENT par CHEQUE : boîte aux lettres mairie au plus tard le 17/12/21.

Total annuel facturé TTC 409,41
Facture intermédiaire TTC -312,58

NET A PAYER 96,83€

Papillon à joindre à votre règlement:

Commune : 02 CAROMB

Facture Eau - Assainissement CONSOLIDEE

N° Facture 2021 1 020210000002017 M

Ref. Abonné

Nom M

Date Facture 03/11/2021 Code recette : EA

Eau : 62,56 € , Asst. : 34,27 €

Net à payer : 96,83€

Règlement à l'ordre de : Régie eau et Asst

Date limite de paiement : 17 Décembre 2021

Lieu de paiement : MAIRIE DE CAROMB

141 AVENUE DU GRAND JARDIN

84330 CAROMB

"Extrait du titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et D.3342-11 du code général des collectivités territoriales."



REGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF VALANT CONTRAT D'ENGAGEMENT ENTRE LA COMMUNE DE CAROMB ET L'ABONNE

Applicable au 14/07/2023

Approuvé par délibération du Conseil Municipal le 28/06/2023 et
après avis de la CCSPL du 14/06/2023

Date	Version	Commentaire
30/05/2023	1	Approbation du règlement

Mairie de Caromb - 141, Av. du Grand Jardin-BP3- 84330 CAROMB
Tél 04.90.62.40.28 - contact@ville-caromb.fr

ARTICLE 1 - LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	3
1.1. Les eaux admises	3
1.2. Les engagements de la commune de Caromb.....	3
1.3. Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif	4
1.4. Les interruptions du service.....	5
1.5. Les modifications du service	5
ARTICLE 2 - LE CONTRAT DE DEVERSEMENT	5
2.1. La demande de 1 ^{er} abonnement au service de l'eau et à l'assainissement	5
2.2. La résiliation de l'abonnement eau potable - assainissement	6
2.3. Cas de l'habitat collectif	6
ARTICLE 3 - LA FACTURATION.....	6
3.1. La présentation de la facture.....	7
3.2. L'évolution des tarifs	7
3.4. Les modalités et délais de paiement	7
3.5. En cas de non-paiement	8
3.6. Les cas d'exonération	8
3.7. Le contenu de la facturation.....	8
ARTICLE 4 - LE RACCORDEMENT	8
4.1. Les obligations de raccordement	8
4.2. Le branchement	10
4.3. L'installation et la mise en service	10
4.4. L'entretien et le renouvellement	11
4.5. La modification du branchement	11
ARTICLE 5 - LES INSTALLATIONS PRIVEES.....	11
5.1. Les caractéristiques.....	11
5.2. Entretien - Renouvellement	12
5.3. Contrôle de conformité	12
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS.....	12
ARTICLE 7 - DATE D'APPLICATION.....	13
ARTICLE 8 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT	13
ARTICLE 9 - CLAUSE D'EXÉCUTION	13

Le règlement du service définit les conditions de réalisation des ouvrages de raccordement au réseau d'assainissement et les relations entre l'exploitant et l'abonné du service.

Dans le présent document :

- **l'abonné** désigne toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat de déversement dans le réseau d'assainissement collectif. Ce peut être le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic ;
- **la commune de CAROMB** désigne la collectivité en charge du service d'assainissement collectif.

ARTICLE 1 - LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le service de l'assainissement collectif désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation des eaux usées de l'abonné (collecte, transport et traitement).

1.1. Les eaux admises

Le réseau d'assainissement collectif a vocation à recevoir les seules eaux usées domestiques : il s'agit des eaux provenant des cuisines, buanderies, lavabos, toilettes, salles de bains et installations similaires.

Il est strictement INTERDIT de rejeter des eaux de toiture, pluviales, de trop-plein ou vidange de piscine, des eaux de source ou souterraines dans les réseaux d'assainissement collectif.

Sous certaines conditions et après autorisation préalable de la collectivité, les eaux usées autres que domestiques (caves à vins et moulins à huile par exemple) peuvent éventuellement sous conditions être rejetées dans le réseau d'assainissement.

Les abonnés dans ce cas doivent contacter la commune de CAROMB pour connaître les conditions de déversement de leurs eaux dans le réseau d'assainissement collectif, ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière, si nécessaire et réalisable au regard de la capacité de traitement de la station d'épuration. Une convention sera alors signée entre l'abonné et la collectivité précisant les prescriptions techniques à respecter.

1.2. Les engagements de la commune de Caromb

La commune de CAROMB s'engage à prendre en charge les eaux usées de l'abonné dans le respect des règles de salubrité et de protection de l'environnement, et lui garantit la continuité du service, sauf circonstances exceptionnelles.

Les prestations qui sont garanties à l'abonné sont les suivantes :

- un accueil téléphonique au standard de la Mairie au 04.90.62.40.28 qui orientera l'abonné vers le service compétent pour toutes questions, assistance technique, prise de rendez-vous le cas échéant,
- une réponse écrite à ses courriers ou courriels, qu'il s'agisse de questions techniques ou concernant sa facture,
- une permanence à sa disposition pour tout rendez-vous, aux horaires d'ouverture de la mairie.

La commune de CAROMB, réalise les travaux de branchement à la demande des pétitionnaires.

- La demande de raccordement au réseau d'assainissement se fait en renseignant le formulaire de demande de 1^{er} abonnement, disponible en mairie ou sur le site Web de la commune, et en lisant le présent règlement également disponible sur le site Web de la commune :
 - o <https://www.ville-caromb.fr> via l'onglet « nous contacter »
- Dans les 8 jours, la commune de Caromb, sur la base des renseignements de la demande de 1^{er} abonnement signée par le demandeur qui atteste avoir reçu (via le Web ou en mairie) et lu le présent règlement, contacte le pétitionnaire afin de convenir d'un rendez-vous d'étude sur les lieux pour définir le tracé et les conditions techniques de raccordement.
- Dès établissement du chiffrage, une lettre de commande accompagnée du devis correspondant est envoyée au pétitionnaire par courrier.
- Dès retour de la lettre de commande signée, accompagnée du chèque correspondant au règlement de la prestation, la commune de Caromb effectue les travaux sous 2 mois.

Nota : la collectivité peut dans le cas d'une demande, dont la réalisation présenterait des caractéristiques techniques complexes, faire appel à une entreprise dûment agréée et mandatée par la commune pour ce type de travaux. Dans ce cas-là, le délai de réalisation des travaux peut excéder 2 mois.

Toute autre demande devra faire l'objet d'une étude par la commune de Caromb.

1.3. Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif

En bénéficiant du service de l'assainissement collectif, l'abonné s'engage à respecter les règles d'usage du réseau.

Ces règles interdisent à l'abonné :

- de causer un danger pour le personnel d'exploitation,
- de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement,
- de créer une menace pour l'environnement,
- de raccorder sur son branchement les rejets d'une autre habitation que la sienne.

En particulier, il est interdit de rejeter :

- le contenu de fosses septiques et/ou les effluents issus de celles-ci,
- les déchets solides tels que ordures ménagères, y compris après broyage,
- les graisses,
- les huiles usagées, les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, métaux lourds, etc.,
- les produits et effluents issus de l'activité agricole (engrais, pesticides, lisiers, purins, nettoyage de cuves, etc.),
- les produits radioactifs,
- tout objet (serpillière, etc.).

Il est également interdit de rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer uniquement les eaux pluviales.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner des poursuites de la part de la commune de Caromb.

Les cas de risques pour la santé publique ou d'atteinte à l'environnement sont soumis au pouvoir de police du Maire.

1.4. Les interruptions du service

La commune de Caromb est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être décidé de réparer ou modifier les installations d'assainissement collectif, entraînant ainsi une interruption du service.

Dans toute la mesure du possible, la commune de Caromb informe l'abonné au moins 48 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de renouvellement, de réparations ou d'entretien).

La commune de Caromb ne peut être tenue pour responsable d'une perturbation du service due à un accident ou un cas de force majeure.

1.5. Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la commune de Caromb peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées, la commune de Caromb doit avertir l'abonné, sauf cas de force majeure, des conséquences éventuelles correspondantes.

ARTICLE 2 - LE CONTRAT DE DEVERSEMENT

2.1. La demande de 1^{er} abonnement au service de l'eau et à l'assainissement

Pour souscrire un contrat de déversement, l'abonné doit faire la demande en renseignant le formulaire de demande de 1^{er} abonnement, disponible en mairie ou sur le site Web de la commune, et en lisant le présent règlement également disponible sur le site Web de la commune.

La 1^{ere} facture correspond à l'abonnement pour la partie restante à courir du semestre en cours.

Le contrat de déversement prend effet :

- soit à la date d'entrée dans les lieux,
- soit à la date de mise en service du raccordement en cas de nouveau raccordement.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à enregistrer et gérer le contrat d'abonnement au Service des Eaux de la commune de Caromb (ouverture d'un abonnement, facturation, gestion des interventions, des compteurs et du réseau, recouvrement).

L'ensemble des données sont obligatoires et sont destinées aux agents habilités du Service des Eaux de Caromb, aux agents du Service Cycles de l'Eau de la CoVe et le cas échéant, sur demande, aux autorités de contrôles ou aux services fiscaux.

Ces données ne font l'objet d'aucune cession à un tiers, ni d'aucun usage commercial. Les données sont conservées par la commune selon la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données RGPD 2016/679 et à la réglementation nationale associée, l'abonné dispose de droits notamment d'accès, d'opposition ou de modification aux données qui le concernent.

Pour toute question relative à la protection de ses données ou pour l'exercice de ses droits, l'abonné peut s'adresser, à tout moment, au Délégué à la Protection des Données de la commune de Caromb – Direction de l'Innovation Numérique du Territoire – Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin – 161 Boulevard Albin Durand 84200 Carpentras ou par courriel à dpo@lacove.fr ou auprès de la Mairie de Caromb.

Le renouvellement de compteurs par des compteurs équipés d'un dispositif de relève à distance est en cours de déploiement. Dans le cas où l'abonné dispose d'un tel compteur, ses données de consommation sont relevées par ce compteur dans le cadre de l'exécution du contrat de fourniture d'eau, pour permettre la facturation du service d'assainissement collectif de ses rejets et l'alerter en cas de surconsommation et suspicion de fuite. Ce compteur communicant collecte un index de consommation journalier destiné exclusivement au Service des Eaux. L'abonné peut demander à consulter ses consommations sur une durée de 2 années glissantes, pour suivre sa consommation au jour le jour. Elles sont conservées pendant toute la durée du contrat d'abonnement prolongée des délais de prescription légale.

2.2. La résiliation de l'abonnement eau potable - assainissement

L'abonné peut résilier son contrat à tout moment en renseignant le formulaire de demande de résiliation d'abonnement, disponible en mairie ou sur le site Web de la commune.

Il doit pour cela effectuer la relève de l'index de son compteur d'eau potable.

Une facture d'arrêt de compte basée sur la consommation réelle telle que relevée sur le compteur sera alors adressée à l'abonné.

En cas de déménagement, l'abonné doit impérativement respecter les formalités ci-dessus. Tant que le compteur d'eau potable n'a pas été relevé ou télérelevé, l'abonné est seul redevable de la redevance d'assainissement correspondante.

2.3. Cas de l'habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place avec le distributeur d'eau, l'abonné doit souscrire un contrat avec le service de l'assainissement.

S'il n'y a pas d'individualisation des contrats de distribution d'eau potable, le contrat de déversement de l'immeuble prend en compte le nombre de logements desservis par le branchement de l'immeuble et il est facturé autant de parties fixes (abonnements) que de logements.

ARTICLE 3 - LA FACTURATION

L'abonné reçoit, en règle générale, 2 factures par an regroupant l'eau potable et l'assainissement.

La 1^{ère} facture (facture intermédiaire) courant mai représente une estimation établie sur la base de la consommation d'eau de l'année précédente, la seconde facture (facture consolidée) en novembre correspondante au relevé annuel réel du compteur.

Le montant à régler sur cette deuxième facture tient compte du montant déjà facturé sur la facture intermédiaire.

3.1. La présentation de la facture

Pour l'assainissement collectif, la facture de l'abonné comporte deux rubriques :

- la collecte des eaux usées qui couvre les frais de fonctionnement du service de l'assainissement et les investissements nécessaires à la construction des installations de collecte et de traitement. Cette rubrique est constituée d'une partie variable, fonction de la consommation en eau potable, et d'une partie fixe (abonnement),
- les redevances aux organismes publics qui reviennent à l'Agence de l'eau (redevances de lutte contre la pollution et de modernisation des réseaux de collecte).

Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La facture de l'assainissement collectif est commune avec celle du service d'eau potable.

La présentation de la facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

3.2. L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés :

- par délibération du Conseil Municipal de la commune de Caromb, pour sa part,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur la facture.

L'abonné est informé des changements de tarifs par affichage en Mairie de la délibération fixant les nouveaux tarifs et à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

Toute information est disponible auprès de la Mairie de Caromb.

3.4. Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite inscrite sur la facture.

Si l'abonné est alimenté en eau totalement ou partiellement à partir d'une ressource qui ne dépend pas d'un service public (eaux pluviales récupérées, puits, forages, sources, etc.), il est tenu d'en faire la déclaration en Mairie depuis le 1^{er} janvier 2009 (décret du 2 juillet 2008) et d'installer un système accessible de comptage des volumes rejetés dans le réseau d'assainissement.

Dans ce cas, la redevance d'assainissement collectif applicable aux rejets de l'abonné est calculée conformément aux modalités fixées par délibération du Conseil Municipal.

Dans le cas de l'habitat collectif, quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau potable a été mise en place, les règles appliquées à la facturation de l'eau potable sont appliquées à la facturation de l'assainissement collectif de chaque logement.

En cas de difficultés financières, l'abonné est invité à en faire part aux services sociaux compétents sans délai (cf. C.C.A.S Mairie de Caromb). Différentes solutions pourront lui être proposées après étude de sa situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion.

3.5. En cas de non-paiement

Dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la facture, une première lettre est envoyée à l'abonné en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure. Le montant de la facture impayée sera alors ajouté sur la prochaine facture, assorti d'une majoration définie par délibération du Conseil Municipal.

Un mois après l'envoi de la première relance, une seconde lettre recommandée est envoyée. Le recouvrement des factures est transféré au service de gestion comptable référent et des titres correspondants sont émis à l'encontre des usagers concernés.

3.6. Les cas d'exonération

En cas de consommation anormalement élevée suite à une fuite non apparente située sur les installations d'eau potable après compteur de l'abonné, ce dernier pourra demander un dégrèvement partiel sous réserve :

- de produire une facture de réparation de la fuite,
- qu'il n'y ait pas faute ou négligence manifeste de sa part,
- que l'abonné n'ait pas bénéficié d'un tel dégrèvement au cours de l'année précédente.

3.7. Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort de la juridiction compétente.

ARTICLE 4 - LE RACCORDEMENT

On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées au réseau public d'assainissement.

4.1. Les obligations de raccordement

La demande de raccordement doit être effectuée par le propriétaire ou son représentant auprès de la commune de Caromb. Elle est traitée dans les conditions et délais prévus dans les articles 1.2 et 2.1 du présent règlement.

En application du Code de la santé publique, le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement est **obligatoire** quand celui-ci est accessible à partir de l'habitation de l'abonné, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

Pour les eaux usées domestiques :

- **Pour les constructions existantes lors de la mise en service du réseau**, le raccordement doit être effectué dans un délai de deux ans après la dite mise en service.

Dès cette mise en service et pour une durée de deux ans, si les installations privées n'ont pas été réalisées ou ne sont pas conformes aux dispositions du présent règlement ou si aucune demande de raccordement n'est parvenue à la collectivité, le propriétaire peut être astreint par décision de la collectivité au paiement d'une somme équivalente au montant de la redevance. Les modalités de perception en sont fixées par délibération du Conseil Municipal.

Sur demande du propriétaire, un arrêté municipal pourra porter à dix ans le délai de raccordement des immeubles :

- ✓ dont la construction ou l'affectation a fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis d'aménager) depuis moins de dix ans,
- ✓ dotés d'une installation d'assainissement non-collectif dont la conception et les performances sont conformes aux normes en vigueur à la date de la demande.

Au cas où, postérieurement à l'arrêté de prolongation, les performances de l'installation d'assainissement non-collectif s'avèreraient insuffisantes du fait d'un défaut d'entretien, le délai serait automatiquement ramené à un an.

- **Pour les constructions édifiées postérieurement à la mise en service du réseau**, le raccordement doit être effectué sans délai et avant toute occupation de l'immeuble.

A échéance du délai qui lui est imparti par les dispositions ci-dessus, le propriétaire sera redevable d'une contribution pour non-respect de l'obligation légale de raccordement, exigible jusqu'à ce que les travaux soient réalisés. Les sommes perçues et les modalités de leur perception sont fixées par délibération du Conseil Municipal.

Par ailleurs, la commune de Caromb pourra – après mise en demeure et quand elle le jugera opportun – effectuer d'office et aux frais du propriétaire les travaux indispensables.

Enfin, toute atteinte à la sécurité et/ou à la salubrité publiques est soumise aux pouvoirs de police du Maire.

Pour les eaux usées autres que domestiques :

Le raccordement au réseau est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité. Cette autorisation de déversement, sous la forme d'une convention de déversement, prévoit des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré-traitement dans les installations privées. Pour les abonnés dans ce cas, ils doivent en informer la commune de Caromb afin d'obtenir son autorisation et d'établir la convention nécessaire à leurs conditions de déversement.

4.2. Le branchement

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement.

Le branchement fait partie du réseau public et comprend 3 éléments :

- la boîte de branchement, y compris le dispositif de raccordement à la canalisation privée,
- la canalisation située en domaine public,
- le dispositif de raccordement à la canalisation publique.

Les installations privées de l'abonné commencent :

- soit dans le cas d'un tabouret ou d'une caisse sans cloison : à l'amont immédiat du raccordement à la boîte de branchement,
- soit dans le cas d'une caisse avec cloison : à partir de la cloison séparative.

En cas d'absence de boîte de branchement, ou quand celle-ci est placée en domaine privé, la limite du branchement est la frontière entre le domaine public et le domaine privé.

4.3. L'installation et la mise en service

Le branchement est inclus à la prestation de raccordement au réseau.

La collectivité détermine, après contact avec l'abonné, les conditions techniques d'établissement du branchement, en particulier l'emplacement des boîtes de branchement. Le branchement est établi après l'acceptation des conditions techniques et financières par l'abonné.

Les travaux d'installation sont alors réalisés par la collectivité ou par une entreprise agréée et mandatée par la commune.

Lors de la réalisation d'un nouveau réseau, la commune de Caromb peut exécuter d'office les branchements correspondants aux terrains bâtis ou aux voies privées desservant un ou plusieurs terrains bâtis, et s'en faire rembourser le montant par le ou les propriétaires selon des modalités définies par délibération du Conseil Municipal.

4.4. L'entretien et le renouvellement

La commune de Caromb prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement, ainsi que les frais de renouvellement.

En revanche, les frais résultant d'une faute de la part de l'abonné sont à sa charge.

4.5. La modification du branchement

La charge financière d'une modification du branchement est supportée par le demandeur.

ARTICLE 5 - LES INSTALLATIONS PRIVEES

On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées soit à l'amont immédiat du raccordement à la boîte de branchement dans le cas d'un tabouret ou d'une caisse sans cloison, soit à partir de la cloison séparative dans le cas d'une caisse avec cloison.

5.1. Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du propriétaire et par l'entrepreneur de son choix. Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux dispositions du Code de la santé publique.

Les rejets doivent être collectés de manière séparée (eaux usées d'une part et eaux pluviales d'autre part).

L'occupant doit laisser l'accès à ses installations privées à la commune de Caromb pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur et assurer le contrôle de la nature des déversements. Faute de quoi, la commune de Caromb pourra lui imposer – en plus de toutes les autres sommes dont il pourrait être redevable par ailleurs – le paiement d'une contribution pour non-respect d'une obligation légale, exigible dès leur refus avéré, et chaque année par la suite jusqu'à mise en conformité. Les sommes perçues et les modalités de leur perception sont fixées par délibération du Conseil Municipal.

La commune de Caromb se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.

De même, la commune de Caromb peut refuser la mise en service du branchement d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses. Ce refus :

- ne dispense pas le propriétaire de l'obligation de réaliser ses installations privées selon les prescriptions du service,
- ne prolonge pas le délai qui lui est imparti pour ce faire,

- pour les bâtiments neufs, n'autorise pas le propriétaire à réaliser une installation d'assainissement non-collectif,
- pour les bâtiments existants à la date de mise en service du réseau, ne dispense pas le propriétaire du paiement d'une somme équivalente à la redevance en cas de dépassement du délai imparti pour se raccorder (cf. Article 4.1).

Lors de la création des installations privées, les prescriptions suivantes doivent notamment être respectées :

- assurer une collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales,
- assurer la parfaite étanchéité des évacuations des eaux usées,
- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires et ménagers, cuvettes de toilettes, etc.),
- poser toutes les colonnes de chute d'eaux usées verticalement et les munir d'évents prolongés au dessus de la partie la plus élevée de la propriété,
- s'assurer que les installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre les reflux d'eaux usées ou d'eaux pluviales en provenance du réseau public, notamment en cas de mise en charge accidentelle (dispositif anti-reflux, résistance à la pression, etc.),
- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer des dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable,
- s'assurer de la déconnexion complète de tout dispositif d'assainissement individuel (dégraisseurs, fosses, filtres).

5.2. Entretien - Renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées incombent complètement à l'abonné. La commune de Caromb ne peut être tenue pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

5.3. Contrôle de conformité

Le contrôle de conformité des installations privées effectué à la demande de l'abonné est réalisé aux frais de ce dernier. Le contrôle de conformité à l'occasion de cessions de propriétés est obligatoire. Il est facturé selon des modalités définies par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 - PÉNALITÉS

Les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées soit par les agents du Service des Eaux, soit par le représentant de la collectivité, et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Si une personne soutire de l'eau sans demande de compteur, une pénalité sera facturée automatiquement au propriétaire selon les tarifs délibérés en Conseil Municipal.

Si l'utilisateur ou le propriétaire n'est pas présent lors d'un RDV fixé avec le Service des Eaux, une pénalité de frais de déplacement sera facturée automatiquement à l'utilisateur ou au propriétaire selon les tarifs délibérés en Conseil Municipal.

ARTICLE 7 - DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à compter du 14/07/2023, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Des modifications au présent règlement du service peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Elles sont portées à la connaissance des abonnés par affichage en mairie avant leur date de mise en application, puis à l'occasion de la prochaine facture.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 2.2 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu, de part et d'autre, sans indemnité.

ARTICLE 9 - CLAUSE D'EXÉCUTION

Le Maire, le responsable du service de gestion comptable référent, les agents du Service des Eaux habilités à cet effet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal (après avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux dans sa séance du 14/06/2023)

Dans sa séance du 28/06/2023

Mme Le Maire

Valérie MICHELIER



REGLEMENT DU SPANC
(SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF)
COMMUNE DE CAROMB

Applicable au 14/07/2023

Approuvé par délibération du Conseil Municipal le 28/06/2023 et
après avis de la CCSPL du 14/06/2023

Date	Version	Commentaire
30/05/2023	1	Nouveau règlement

Mairie de Caromb
141, Av. du Grand Jardin
BP3- 84330 CAROMB
Tél 04.90.62.40.28
contact@ville-caromb.fr

Table des matières

CHAPITRE I : DEFINITION DU CADRE	3
Article 1 : Objet du Règlement	3
Article 2 : Champs d'application	3
Article 3 : But du service	3
Article 4 : Organisation et fonctionnement du service.....	4
Article 5 : Compétences du SPANC	4
CHAPITRE II : INFORMATION GENERALE DES USAGERS	4
Article 6 : Définitions	4
Article 7 : Traitement des eaux usées	5
Article 8 : Modification d'une installation d'assainissement non collectif.....	5
Article 9 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles équipés d'une installation ANC	6
Article 10 : Entretien et utilisation des installations d'assainissement non collectif	6
10.1 Entretien.....	6
10.2. Vidanges	6
Article 11 : Contrôles du SPANC et accès aux propriétés privées	7
CHAPITRE III : LES INSTALLATIONS	7
Article 12 : Nouvelle installation - contrôle de conception.....	7
12.1. Choix du dispositif	7
12.2. Dossier à déposer	8
12.3. Pour les installations existantes faisant l'objet d'une demande de permis de construire.....	9
Article 13 : Nouvelle installation - contrôle de bonne exécution.....	9
Article 14 : Installations existantes - contrôles de bon fonctionnement et d'entretien.....	9
14.1. Avis de passage et préparation du contrôle.....	10
14.2. Rapport de visite, observations et travaux	10
14.3. Périodicité des contrôles	11
Article 15 : Installations supérieures à 20 Equivalents Habitants	11
CHAPITRE IV : DISPOSITIONS D'APPLICATION	11
Article 16 : Recours des usagers	11
Article 17 : Pénalités financières.....	11
17.1. Pénalité pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle	11
17.2. Pénalité pour travaux non réalisés après le délai imparti	12
Article 18. Raccordement au réseau d'assainissement collectif	12
Article 19. Date d'application.....	12
Article 20. Clauses d'exécution	12
ANNEXE : NOTICE D'INFORMATION DES PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR.....	13

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé par la toutes les formes de pollution du milieu aquatique. Il donne un avis et des concerne les installations d'assainissement non collectif.

CHAPITRE I : DEFINITION DU CADRE

Article 1 : Objet du Règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du SPANC et ce dernier ainsi que de définir le fonctionnement de ce service. L'annexe est une notice qui précise des points réglementaires renvoyés dans le règlement par la note « voir notice d'information en annexe ». Les grilles tarifaires des redevances et des pénalités financières font l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, qui sera remise à l'abonné en même temps que ce règlement.

Article 2 : Champs d'application

Le présent règlement de service s'applique à **tous les bâtiments** appartenant à la commune de Caromb, comme défini dans les statuts de la régie, et **produisant des eaux usées domestiques mais n'étant pas raccordés au réseau public d'assainissement, à la condition expresse d'avoir obtenu une autorisation d'urbanisme de la commune** comme défini dans les statuts de la régie.

Article 3 : But du service

Pour l'application des textes législatifs sur l'eau et la défense des milieux aquatiques, le SPANC a :

- ✓ **Une fonction de contrôle des installations d'assainissement non collectif**, conformément à l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- ✓ **Une fonction de sensibilisation** pour montrer et expliquer aux propriétaires d'installation d'assainissement non collectif (ANC) l'importance du traitement de leurs effluents et le principe de fonctionnement d'une installation en les positionnant comme des citoyens responsables.
- ✓ **Une fonction de propositions** des moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs désirés pour chaque installation neuve, et le cas échéant, des travaux souhaitables pour atteindre les objectifs désirés en tenant compte des paramètres du terrain pour chaque installation existante, dans le respect des textes législatifs en vigueur.
- ✓ **Une fonction d'aide et de conseil** à chaque utilisateur d'installation d'ANC, pour lui permettre de réaliser ou de transformer son installation afin que le traitement des rejets atteigne un seuil acceptable. Cette aide sera apportée sur un plan technique ainsi que sur les moyens de financement et d'aide au financement. Le SPANC proposera aux usagers une information sur les *éventuelles* aides financières pouvant être obtenues et les renseignements pratiques nécessaires pour trouver et déposer les dossiers de demande. Il facilitera si nécessaire la présentation du dossier auprès de divers organismes. Pour les organismes qui exigent que les dossiers soient présentés par le SPANC, ce dernier veillera à les effectuer afin que les usagers puissent bénéficier de toutes les prestations auxquelles ils peuvent prétendre.

Le SPANC ne prend pas en charge les travaux d'entretien.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à enregistrer et gérer le contrat d'abonnement au Service des Eaux de la commune de Caromb (ouverture d'un abonnement, facturation, gestion des interventions, des compteurs et du réseau, recouvrement).

L'ensemble des données sont obligatoires et sont destinées aux agents habilités du Service des Eaux de Caromb, aux agents du Service Cycles de l'Eau de la CoVe et le cas échéant, sur demande, aux autorités de contrôles ou aux services fiscaux.

Ces données ne font l'objet d'aucune cession à un tiers, ni d'aucun usage commercial. Les données sont conservées par la commune selon la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données RGPD 2016/679 et à la réglementation nationale associée, l'abonné dispose de droits notamment d'accès, d'opposition ou de modification aux données qui le concernent.

Pour toute question relative à la protection de ses données ou pour l'exercice de ses droits, l'usager peut s'adresser, à tout moment, au Délégué à la Protection des Données de la commune de Caromb – Direction de l'Innovation Numérique du Territoire – Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin – 161 Boulevard Albin Durand 84200 Carpentras ou par courriel à dpo@lacove.fr ou auprès de la Mairie de Caromb.

Article 4 : Organisation et fonctionnement du service

Il est institué, dans le cadre des dispositions de l'article L.2221 du Code Général des Collectivités Territoriales, une **régie** chargée de l'exploitation du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Commune de Caromb. Cette régie est déléguée par la CoVe à la Commune de Caromb.

Ce service a été créé le 19/12/2005 (délibération n°104/05). Une personne sous la responsabilité de la Direction des Services Techniques de Caromb est en charge du service. La fonction de contrôle pourra être sous-traitée par un bureau d'études agréé et mandaté par la commune.

Financement du service

En vertu de l'article L.2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, le SPANC est financièrement géré comme un service à caractère industriel et commercial. En conséquence, il doit être équilibré en recettes et en dépenses. Les contrôles assurés par le SPANC donnent lieu au paiement par l'usager de redevances destinées à financer les charges du service. Les redevances sont facturées par le biais d'une facture établie par le Trésor Public (voir annexe 2 les tarifs appliqués).

Le produit des redevances est affecté exclusivement au financement des charges du service.

Article 5 : Compétences du SPANC

Conformément à l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le schéma directeur d'assainissement de chaque commune approuvé par le conseil municipal après enquête publique, détermine les zones d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Le SPANC s'appuie sur le schéma d'assainissement et les zonages d'assainissement de la commune de Caromb. Attention : le plan de zonage définit des zones où l'ANC est interdit, d'où obligation de raccordement au réseau d'assainissement public (art.1AUL2 du PLU de Caromb).

La gestion technique comprend :

a. **Sur les installations neuves ou réhabilitées (remises aux normes) :**

- *Examen préalable de la conception et de l'implantation sur plan, accompagné éventuellement d'une visite sur le terrain (voir notice d'information en annexe).*
- *Vérification de l'exécution des ouvrages avant remblaiement, sur la base de l'examen préalable de la conception.*

b. **Sur les autres installations existantes :**

- *Vérification de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif.*
- *Vérification du bon fonctionnement et de l'entretien.*
- *Vérification de l'absence de risques sanitaires ou environnementaux.*

(voir les articles 12/13/14 pour le détail de chaque contrôle)

CHAPITRE II : INFORMATION GENERALE DES USAGERS

Article 6 : Définitions

Assainissement non collectif / ANC (Arrêté du 7/09/09 modifié par arrêté du 7/03/12)

Par assainissement non collectif (appelé aussi assainissement individuel, ou assainissement autonome), on désigne : tout système d'assainissement effectuant la collecte, le pré traitement, l'épuration, l'infiltration, ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Le dispositif pourra, le cas échéant, regrouper plusieurs immeubles sous réserve d'un accord notifié dans un contrat de copropriété, définissant les conditions de mise en place, d'entretien de l'installation et de sortie de la copropriété incluant l'information au SPANC.

Le nombre d'Equivalents Habitants est égal au nombre de pièces principales et au sommeil).

Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques définissent les eaux usées ménagères (cuisine, salle de bain, buanderie...) et les eaux vannes (WC).

Eaux usées industrielles

Il s'agit de tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique (effluents de cave, d'élevages...). Les établissements industriels situés en zone d'assainissement non collectif sont tenus de dépolluer leurs eaux de procédés et autres, selon les lois et règlements en vigueur, sous contrôle des Services de l'Etat compétents (Direction Départementale du Territoire, Agence Régionale de la Santé, services vétérinaires...), le SPANC n'étant pas compétent dans la gestion de ces eaux non domestiques. Si un dispositif indépendant est prévu pour traiter uniquement les eaux usées domestiques (sanitaires, douches, etc.), alors sa validation et son contrôle relèveront de la compétence du SPANC.

Usager du service public d'assainissement non collectif

C'est l'occupant d'un immeuble non raccordé à un réseau d'assainissement collectif. Il peut s'agir du propriétaire lui-même, d'un locataire ou d'un occupant à titre gratuit. Le seul fait d'avoir la qualité d'usager du service implique le respect du présent règlement.

Réhabilitation

Par réhabilitation, on désigne les installations de l'habitat ancien qui doivent être changées ou créées dans leur totalité car, soit elles sont impossible à remettre en état par des travaux d'amélioration, soit elles sont inexistantes.

Travaux

Par travaux on désigne les interventions nécessaires ou conseillées pour l'installation d'assainissement non collectif qui sont consignées dans un rapport de visite. Les travaux sont :

- Non obligatoires, c'est-à-dire conseillés dans le but d'améliorer l'efficacité de l'installation et d'éviter d'éventuels dysfonctionnements,
- Obligatoires si des risques avérés pour la santé ou pour l'environnement ont été constatés. L'absence d'installation est un risque avéré pour la santé et pour l'environnement.

Article 7 : Traitement des eaux usées

Le traitement des eaux usées des bâtiments non raccordés à un réseau public de collecte est obligatoire (art L.1331-1-1 du code de la santé publique). Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur. La réalisation d'une installation d'ANC, son entretien régulier et sa réhabilitation sont à la charge et sous la responsabilité du propriétaire. L'installation ne doit pas favoriser le développement de gîtes à moustique susceptible de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisances olfactives. Les eaux de vidange des piscines ainsi que les eaux pluviales ne doivent jamais être dirigées vers le dispositif d'ANC. Dans le cas d'un raccordement au réseau collectif, la fosse septique ou toutes eaux doit être neutralisée ou supprimée. Si certaines parties doivent trouver un autre usage, elles doivent être désinfectées.

Article 8 : Modification d'une installation d'assainissement non collectif

Tout propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans avoir informé préalablement le SPANC (voir article 12 en cas de réhabilitation).

Article 9 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeuble ANC

Tout occupant d'immeuble non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées est tenu de maintenir le bon état de fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif, ainsi que leur entretien régulier.

Envoyé en préfecture le 30/06/2023
Reçu en préfecture le 30/06/2023
Publié le 30/06/2023
ID : 084-248400053-20230627-D2023_49-AU

Article 10 : Entretien et utilisation des installations d'assainissement non collectif

10.1 Entretien

Pour respecter l'exigence légale d'éliminer tous les dangers avérés pour la santé des personnes et de pollution de l'environnement, l'entretien et la bonne utilisation des dispositifs est nécessaire. Ces installations utilisent des processus chimiques ou biochimiques naturels. De ce fait, ils sont sensibles aux produits pouvant perturber les prétraitements et traitements. C'est pourquoi :

- Il est nécessaire de respecter les prescriptions des constructeurs des matériels utilisés.
- Il est dangereux d'introduire dans ces installations tout ce qui ne rentre pas dans la catégorie des eaux usées domestiques définies à l'article 6 du présent règlement. Les perturbations engendrées ne permettent plus d'assurer les obligations de traitement définies précédemment.

Sont particulièrement interdits :

- Les corps solides,
- Les eaux pluviales,
- Les eaux d'infiltration ou de drainage,
- Les eaux des vidanges des piscines (ou de nettoyage des filtres) et bassins,
- Les ordures ménagères même après broyage,
- Les huiles usagées (vidange moteurs ou huiles alimentaires),
- Les hydrocarbures et tous les lubrifiants,
- Les peintures (même à l'eau),
- Les solvants (acétone, white spirit, pétrole...),
- Les matières non dégradables (plastiques, lingettes...),
- Les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- Les produits chimiques (bases (soude), acides, cyanure, sulfures, médicaments) ainsi que des produits radioactifs
- Les médicaments,
- Et de façon générale, toute substance, notamment toxique, non dégradable ou pouvant entraver le fonctionnement du dispositif d'ANC.

De la même façon, le bon fonctionnement dans le temps de ces ouvrages impose également :

- De conserver une accessibilité aux ouvrages et aux regards.
- De maintenir les ouvrages en dehors de toute circulation ou stationnement de véhicules, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes.
- De proscrire tout arbre ou plantation à moins de 3 m de l'installation autant que possible (distance à adapter en fonction de l'arbre).
- De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs. Pas de revêtement étanche ni de remblaiement de terre au-dessus des regards d'accès.
- D'assurer les opérations d'entretien prescrites.

10.2. Vidanges

Pour les installations possédant une fosse septique ou toutes eaux, la hauteur des boues résiduelles respectera la réglementation en vigueur (voir notice d'information en annexe).

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute visite du SPANC de l'immeuble, il doit s'assurer que l'occupant ne fera pas obstacle au droit de l'entreprise mandatée.

Pour les autres systèmes ayant besoin de vidanges, les prescriptions sont données par les agréments ou les instructions des manuels d'entretien. Il convient de s'y conformer.

Elimination des boues - Vidangeurs

- L'usager vérifiera que l'entrepreneur ou l'organisme qui réalise une vidange est détenteur d'un agrément préfectoral (liste disponible au SPANC ou sur le site <http://www.vaucluse.gouv.fr>)
- Il s'assurera que la facture d'intervention et le bordereau de suivi des déchets (ou bon de dépotage des matières vidangées) lui soient remis (voir en annexe notice d'information).
- Il transmettra ces justificatifs au SPANC dans les meilleurs délais, et ils devront être présentés au SPANC lors des visites de contrôles.

Article 11 : Contrôles du SPANC et accès aux propriétés privées

Tous les contrôles des installations (conception, bonne exécution et bon fonctionnement) sont effectués uniquement par un ou des techniciens appartenant au SPANC, ce qui garantit leur compétence.

Droit d'accès aux propriétés privées des agents du SPANC

Les techniciens du SPANC ont un droit d'accès conformément aux réglementations en vigueur (voir notice d'information en annexe). L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC et être présent (ou représenté) lors de toute intervention du service.

CHAPITRE III : LES INSTALLATIONS

Article 12 : Nouvelle installation - contrôle de conception

Lorsqu'un pétitionnaire envisage des travaux d'assainissement non collectif, que ce soit pour une demande de construction neuve ou d'une réhabilitation, il lui est remis un dossier de demande d'autorisation d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif. Il comprend :

- Le présent règlement (avec ses 3 annexes)
- Le formulaire de demande d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif

Les travaux ne pourront pas être entrepris qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC.

En l'absence de demande d'urbanisme et avant tout dépôt d'un dossier auprès du SPANC, le demandeur doit s'assurer du respect des règles d'urbanisme auprès du service concerné dans sa commune. Il est rappelé que des documents locaux établis notamment par les Services de l'Etat peuvent imposer des contraintes spécifiques en matière de traitement des eaux usées. Le non-respect de ces règles par le propriétaire pourra entraîner un avis défavorable du SPANC et une non-conformité pour l'ensemble du dispositif.

12.1. Choix du dispositif

Les choix de filières et d'implantation de l'installation répondront aux prescriptions réglementaires en vigueur (voir notice d'information en annexe). L'usager pourra consulter le SPANC pour une information plus complète sur les filières autorisées et les règles d'implantation.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 7/09/09 modifié par arrêté du 7/03/12, les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 m des captages (y compris forages) déclarés d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. Les prétraitements de l'ANC doivent être situés le plus près possible de l'habitation.

En règle générale et afin de garantir la pérennité des systèmes, le dispositif

- ✓ 3 m des limites de propriété (5 m conseillés),
- ✓ 35 m de tout captage destiné à la consommation humaine,
- ✓ 5 m des bâtis et piscines,
- ✓ 3 m des arbres ou de toute végétation (distance à adapter en fonction des arbres),
- ✓ 10 m de tout talus et cours d'eau.

Rappelons que la capacité du sol à infiltrer l'eau en sortie de prétraitement ou de traitement est primordiale pour le bon fonctionnement du système d'assainissement non collectif. Soulignons que l'utilisateur est le premier à subir les désagréments d'un mauvais fonctionnement du système.

L'utilisateur devra obligatoirement faire appel à un bureau d'étude spécialisé. L'étude de filière permet de déterminer les possibilités réelles d'assainissement suivant la sensibilité de l'environnement et la capacité du sol à épurer, afin de s'assurer et se garantir d'un bon fonctionnement de l'installation dans le temps.

Attention : les rapports d'études devront comporter au minimum les éléments listés dans la notice d'information (en annexe).

La prise en charge du coût de cette étude est assurée en totalité par le pétitionnaire concerné.

En cas de demande d'urbanisme sur un terrain comportant une installation conforme (extension, piscine, garage, etc.), le demandeur devra joindre le plan de récolement précis et à l'échelle du système d'ANC, s'il est prévu sa conservation en l'état. En effet, le SPANC doit vérifier que le projet d'aménagement n'aura pas d'impact sur le système existant. Dans le cas où plusieurs dispositifs seraient concernés, le demandeur devra déposer un dossier par système.

Nouveaux systèmes de traitement

Outre le traitement par le sol dans les conditions définies par les textes en vigueur, sont autorisés de fait les systèmes ayant reçu un agrément de la part des ministères en charge de l'écologie et de la santé. L'évolution des systèmes concernant de nouvelles filières et le nombre de matériels ou procédés agréés est en permanente augmentation.

De ce fait, par dérogation, sous réserve d'un rapport préalable d'un bureau d'étude concernant la filière à mettre en place, le SPANC pourra accepter un matériel ou un procédé, jugé capable de répondre aux exigences des normes en vigueur de qualité des eaux de rejet.

12.2. Dossier à déposer

Le pétitionnaire devra retourner au SPANC :

- Le formulaire de demande d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif complété et signé
- Un exemplaire complet du rapport d'étude de sol (y compris les annexes et le plan précis à l'échelle)
- Si concerné, les pièces complémentaires (facture d'eau, attestation d'achat ...)
- Pour les nouveaux systèmes de traitement, la présentation de la filière prévue et son dossier technique

L'instruction du dossier de conception par le SPANC consiste, sur la base des documents fournis, à vérifier le respect de la réglementation, la pertinence du choix de filière vis-à-vis :

- ✓ de la configuration de la parcelle, du terrain et de l'immeuble,
- ✓ des contraintes sanitaires et environnementales,
- ✓ des exigences et de la sensibilité du milieu.

Le propriétaire recevra après instruction du dossier de conception, l'avis technique du SPANC. **RAPPEL : Il ne peut entreprendre des travaux d'assainissement autonome qu'après avoir reçu un avis favorable.** En cas d'avis défavorable, le SPANC motive sa décision. Le dossier devra être à nouveau soumis au SPANC après modifications apportées au projet jusqu'à ce qu'un avis favorable soit délivré.

Conformément au décret du 28 février 2012 (voir notice d'information en annexe), le pétitionnaire doit joindre une « attestation de conformité du projet » à son dossier de permis de construire, uniquement si son projet de construction ou d'aménagement prévoit la réhabilitation de l'installation d'ANC. Le dossier à déposer au SPANC est identique à celui indiqué précédemment. **Il doit donc être réalisé en amont du dépôt du permis de construire.** A défaut, le dossier de demande d'urbanisme sera incomplet.

Article 13 : Nouvelle installation - contrôle de bonne exécution

Cet article concerne les installations neuves ou à réhabiliter ou à partager en plusieurs appartements. Ce contrôle a pour objet de vérifier la correspondance de l'installation mise en place, avec le projet de conception approuvé (respect du dimensionnement des ouvrages et des zones d'implantation...).

Le propriétaire devra retourner au SPANC la **déclaration d'ouverture de chantier (ou début de chantier ?)** qui aura été jointe au courrier d'avis favorable, afin d'informer de la date de démarrage et la durée prévisionnelle des travaux au moins 7j avant la date prévisible de début des travaux. Le contrôle de bonne exécution est effectué au cours du chantier, **avant remblaiement des ouvrages.**

A l'issue de ce contrôle, si l'installation est conforme au projet et à la réglementation, le SPANC envoie un rapport de conformité au propriétaire. Il peut être assorti d'un certain nombre d'observations, réserves ou remarques ne donnant pas lieu à contre-visite.

En cas de non-conformité, le propriétaire doit réaliser les modifications nécessaires et rendre les ouvrages conformes au projet et/ou à la réglementation en vigueur, et contacter le SPANC afin de prévoir une contre-visite qui fera l'objet d'une nouvelle facturation.

Le propriétaire est tenu de transmettre au SPANC la facture détaillée de l'installation ainsi que le plan de récolement du système à l'échelle. Il est précisé qu'en cas de demande d'urbanisme ultérieure, ce plan de l'installation d'ANC sera indispensable en amont du dépôt de la demande en mairie pour permettre d'effectuer le contrôle de conception mentionné à l'article 12.

En cas de défaillance du propriétaire à faire réaliser ce contrôle par le SPANC, avant recouvrement du chantier, celui-ci sera effectué a posteriori et facturé, avec des pénalités qui seront appliquées.

Article 14 : Installations existantes - contrôles de bon fonctionnement et d'entretien

Ces contrôles consistent en une vérification du fonctionnement et de l'entretien pour s'assurer que l'installation ne comporte pas de danger avéré pour la santé des personnes et les risques de pollution de l'environnement (voir notice d'information en annexe). Il sera également vérifié que les eaux pluviales ne sont pas dirigées vers le dispositif d'ANC (seules les eaux usées telles que définies à l'article 6 du présent règlement y sont admises).

Dans la mesure de l'accès aux divers éléments du dispositif, le contrôle comprend :

- ✓ Une enquête auprès des usagers ou de la personne présente,
- ✓ L'examen des parties visibles des ouvrages,
- ✓ La vérification de l'accumulation des boues avec une mesure de la hauteur de boues,
- ✓ La vérification du bon écoulement des effluents.

Les différents types de contrôle sont :

- a) le contrôle diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien (première visite de contrôle),
- b) le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien tous les 10 ans,
- c) le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien préalable à une vente immobilière.

14.1. Avis de passage et préparation du contrôle

Pour les contrôles a) et b) précédemment cités, le SPANC envoie un courrier d'information préalable à toute intervention du service, mentionnant notamment le jour et l'heure du contrôle, accompagné du présent règlement (avec ses annexes). En cas d'impossibilité majeure, l'utilisateur a la possibilité de prendre contact avec le SPANC afin de prévoir un nouveau rendez-vous.

Le contrôle c) étant à la demande, le propriétaire devra prendre contact avec le SPANC afin de remplir un formulaire de demande de contrôle et fixer une date de rendez-vous avec un technicien. Dans la mesure du possible, le propriétaire informera le SPANC une fois la vente réalisée et transmettra les coordonnées du nouveau propriétaire.

Si l'utilisateur est absent à un premier rendez-vous, le technicien laisse un avis de passage. L'utilisateur doit prendre contact avec le SPANC dans les meilleurs délais afin de fixer un nouveau rendez-vous, sans facturation d'un déplacement à tort. Cependant, en cas de nouvelle absence, il pourra être fait application de pénalités financières.

Le propriétaire fournira au technicien du SPANC tout élément probant permettant de vérifier l'existence d'une installation d'assainissement non collectif (dossier technique, documentation de l'installation réalisée, plans, photos, facture d'installation / de vidange, bordereau de suivi de déchets correspondant à la dernière vidange, etc.).

14.2. Rapport de visite, observations et travaux

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle font l'objet d'un rapport de visite adressé au propriétaire et sur sa demande, à l'occupant des lieux.

Ce rapport précise :

- Si l'installation répond aux critères de bon fonctionnement et d'entretien
- Si l'installation nécessite des travaux :
 - Non obligatoires, conseillés pour améliorer à long terme le fonctionnement de son installation
 - Obligatoires à réaliser pour éliminer les dangers précités (dangers que le technicien aura explicités clairement à l'utilisateur sur place)
- Si l'installation nécessite une réhabilitation

Le rapport de visite indique le classement de l'installation dans la grille d'évaluation (voir notice d'information en annexe).

Conformément à l'arrêté du 27 avril 2012, un avis « non conforme » du SPANC n'implique pas systématiquement une réhabilitation de l'installation ou des travaux obligatoires (voir notice d'information en annexe).

Dans le cas où des travaux obligatoires ont été prescrits, ils devront être réalisés dans un délai de 4 ans après réception du rapport de visite (le délai court à compter de la date de notification du rapport), de la décision de la commission amiable ou de la signification d'une décision judiciaire définitive en cas de saisine d'une juridiction. En cas de vente immobilière, le délai est de 1 an après la signature de l'acte de vente. Conformément à l'arrêté préfectoral du Vaucluse du 25 juillet 2014, en cas d'absence d'installation, les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais et sous 2 ans (voir notice d'information en annexe).

Pour la réalisation des travaux, le propriétaire se conforme aux prescriptions notées sur le rapport de visite, sauf contestation de sa part (cf. article 16), et devra prendre contact avec le SPANC (cf. article 8). Après achèvement des travaux, et avant remblaiement s'il y a lieu, il contactera le SPANC pour venir contrôler l'exécution des travaux prescrits.

14.3. Périodicité des contrôles

Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le 30/06/2023



ID : 084-248400053-20230627-D2023_49-AU

La périodicité des différents contrôles sera la suivante :

Nature de l'installation	Périodicité des contrôles
Filières « classiques » sur sol en place ou reconstitué (épandages, filtres à sable, etc.) et filières agréées fonctionnant sur le principe de l'infiltration-percolation, filières n'induisant pas de risques sanitaires ou environnementaux	10 ans
Installations non conformes hors zones à enjeux	8 ans
Installations à risque (danger pour la santé des personnes, installations non conformes situées en zone à enjeux, etc.)	4 ans
Installations comportant des organes électriques, mécaniques, électroniques ou pneumatiques (ex : micro-stations à cultures libres ou cultures fixées)	4 ans si transmission des documents justificatifs de l'entretien par l'utilisateur ou installation sous contrat d'entretien / 2 ans sans justificatif d'entretien
Installations destinées à traiter une charge brute de pollution > 20 EH (arrêté du 21/07/15)	2 ans

Article 15 : Installations supérieures à 20 Equivalents Habitants

Pour les installations importantes recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de demande biochimique en oxygène (DBO5), l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 s'applique (voir notice d'information en annexe). Les services de l'Etat compétents (Police de l'Eau, DDT, etc.) devront également être consultés sur ces systèmes neufs ou à réhabiliter.

Le propriétaire doit assurer le suivi et l'entretien de l'installation afin de garantir la qualité de rejet (respect des valeurs maxi. de concentration de divers paramètres, respect des performances mini. de traitement attendues).

Le propriétaire doit rédiger et tenir à jour un « cahier de vie du système d'assainissement ». Il y consigne toutes les informations concernant l'installation d'assainissement : plan et description du système, dates et caractéristiques des interventions de maintenance et d'entretien réalisées, événements majeurs survenus sur le système (pannes), documents justifiant la destination de boues, résultats d'analyses du rejet, etc... Ce cahier de vie est transmis pour information au SPANC à chaque mise à jour (tous les 2 ans si >1,2 kg/j de DBO5).

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 16 : Recours des usagers

En cas de litige avec le SPANC, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux compétents.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Maire ayant la responsabilité du service ; l'absence de réponse à ce recours dans un délai de 4 mois vaut décision de rejet.

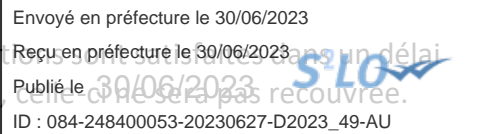
Article 17 : Pénalités financières

17.1. Pénalité pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

Est considérée comme « obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle », toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

- Refus explicite d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif ;
- Absence au rendez-vous fixé par le SPANC par un courrier préalable d'avis de passage, sans justificatif et sans rappel ;
- Reports abusifs des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 3^{ème} report.

Conformément à l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, si les obligations de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité



Dans le cas contraire, cette pénalité sera facturée par le biais du Trésor Public (voir annexe 3, les montants appliqués).

Cette pénalité pourra être appliquée plusieurs fois, jusqu'à ce que le contrôle soit réalisé par le SPANC.

17.2. Pénalité pour travaux non réalisés après le délai imparti

Cette pénalité concerne les propriétaires ayant eu un contrôle du SPANC concluant à une non-conformité de leur installation, et dont le délai limite pour faire les travaux de remise aux normes est dépassé.

Conformément à l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, si les obligations sont satisfaites dans un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité, celle-ci ne sera pas recouvrée.

Dans le cas contraire, cette pénalité sera facturée par le biais du Trésor Public selon les tarifs délibérés en Conseil Municipal.

Cette pénalité pourra être appliquée plusieurs fois, jusqu'à ce que les travaux de remise aux normes soient effectués et contrôlés par le SPANC.

Article 18. Raccordement au réseau d'assainissement collectif

Tout usager qui neutralise son système d'assainissement non collectif après s'être raccordé au réseau public d'assainissement doit obligatoirement le signaler au SPANC pour mise à jour du dossier.

Article 19. Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à compter du 14/07/2023, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Article 20. Clauses d'exécution

Madame Le Maire, le responsable du service de gestion comptable de Monteux, les agents du Service des Eaux habilités à cet effet, la Présidente de la Cove, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal (après avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux dans sa séance du 14/06/2023)

Dans sa séance du 28/06/2023

Mme Le Maire

Valérie MICHELIER

MODE D'EMPLOI DE CETTE NOTICE

Cette notice accompagne le règlement du service SPANC de la Commune de Caromb. Elle précise des points réglementaires renvoyés dans le règlement par la note « voir notice d'information en annexe » :

- sur la partie gauche du tableau, avec le thème concerné, sont notés le ou les numéros des articles correspondants au présent règlement
- sur la partie droite du tableau, sont notés des extraits de textes officiels (en italique) ou des indications résumées

Les textes concernant les installations d'assainissement non collectif sont trop nombreux pour qu'ils soient regroupés dans ce document sans altérer sa lisibilité. L'utilisateur qui souhaiterait plus d'information est invité à les chercher sur le site de Légifrance <http://www.legifrance.gouv.fr/> par exemple, ou à se rapprocher du SPANC.

Les principaux textes de référence sont :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code de la Santé Publique
- Le Code de la Construction et de l'Habitat
- Le Code de l'Urbanisme
- Le Règlement Sanitaire Départemental de Vaucluse
- La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992
- La loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 (LEMA)
- L'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif, modifié par arrêté du 3 décembre 2010
- L'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, modifié par arrêté du 7 mars 2012 (installations < 20 Equivalents Habitants)
- Le décret du 28 février 2012 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme
- L'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle
- La norme NF DTU 64.1 d'août 2013 fixant les clauses de mise en œuvre des ouvrages (chantiers)
- L'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux sur le département du Vaucluse
- L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (installations > 20 Equivalents Habitants)
- La norme NF P16-006 d'août 2016 relatif à la conception des projets des installations d'assainissement individuel


Obligation de traitement des eaux usées d'installations individuelles

Article 7

Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique

Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

<p>Obligation de traitement des eaux usées d'installations individuelles (suite) Article 7</p>	<div> <div> Envoyé en préfecture le 30/06/2023 Reçu en préfecture le 30/06/2023 Publié le 30/06/2023 ID : 084-248400053-20230627-D2023_49-AU </div> <div>  Prescriptions techniques, modifié par </div> </div> <p><u>Article 4 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques, modifié par arrêté du 7 mars 2012</u></p> <p>Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.</p>
<p>Eaux pluviales et de piscines Article 7</p>	<p><u>Article 4 de la NF DTU 64.1 d'Août 2013 fixant les clauses de mise en œuvre des ouvrages</u></p> <p>La collecte est réalisée par un dispositif de collecte [...] des eaux usées domestiques brutes en sortie d'habitation.</p> <p>Le traitement primaire est réalisé par la fosse recevant l'ensemble des eaux usées de l'habitation (eaux vannes et eaux ménagères).</p>
<p>Entretien Article 10.1</p>	<p><u>Article 15 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques, modifié par arrêté du 7 mars 2012</u></p> <p>Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ; - le bon écoulement des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement ; - l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation. <p>Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.</p> <p>Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.</p> <p>Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation prévu à l'article 16.</p> <p><u>Article 16 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques, modifié par arrêté du 7 mars 2012</u></p> <p>L'installation, l'entretien et la vidange des dispositifs constituant l'installation d'assainissement non collectif se font conformément au guide d'utilisation rédigé en français et remis au propriétaire de l'installation lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif.</p> <p>Celui-ci décrit le type d'installation, précise les conditions de mise en œuvre, de fonctionnement et d'entretien, sous forme d'une fiche technique et expose les garanties. Il comporte à minima des indications précisées dans la suite de cet article.</p>
<p>Vidanges Article 10.2</p>	<p><u>Annexe II de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges, modifié par arrêté du 3 décembre 2010</u></p> <p>Le bordereau de suivi des matières de vidange [...] comporte à minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un numéro de bordereau - la désignation (nom, adresse...) de la personne agréée - le numéro départemental d'agrément - la date de fin de validité d'agrément - l'identification du véhicule assurant la vidange (n° d'immatriculation) - les nom et prénom de la personne physique réalisant la vidange - les coordonnées du propriétaire de l'installation vidangée - les coordonnées de l'installation vidangée - la date de réalisation de la vidange - la désignation des sous-produits vidangés - la quantité de matières vidangées - le lieu d'élimination des matières de vidange

<p><u>Volume des boues</u></p> <p><u>Article 10.2</u></p>	<p><u>Article 15 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les arrêtés du 7 mars 2012</u></p> <p><i>La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif de la fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française conformément à l'article 9.</i></p> <p>Pour les microstations la périodicité des vidanges est définie dans chacun des agréments.</p>	<p>Envoyé en préfecture le 30/06/2023</p> <p>Reçu en préfecture le 30/06/2023</p> <p>Publié le 30/06/2023</p> <p>ID : 084-248400053-20230627-D2023-49-AU</p> <p>modifié par SLO</p>
<p><u>Accès aux propriétés privées</u></p> <p><u>Article 11</u></p>	<p><u>Article 6 de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle</u></p> <p><i>L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 1331-11 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis de visite notifié au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant, dans un délai précisé dans le règlement du service public d'assainissement non collectif et qui ne peut être inférieur à sept jours ouvrés.</i></p> <p><u>Article L. 1331-11 du Code de la Santé Publique</u></p> <p><i>Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :</i></p> <p><i>2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;</i></p> <p><i>3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;</i></p> <p><i>4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique.</i></p> <p><i>En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8, dans les conditions prévues par cet article.</i></p>	
<p><u>Choix du dispositif</u></p> <p><u>Article 12.1</u></p>	<p><u>Article 11 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques, modifié par arrêté du 7 mars 2012</u></p> <p><i>Les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h.</i></p> <p><u>Article 13 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques, modifié par arrêté du 7 mars 2012</u></p> <p><i>Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.</i></p> <p><i>En cas d'impossibilité de rejet conformément aux dispositions des articles 11 et 12, les eaux usées traitées conformément aux dispositions des articles 6 et 7 peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1.</i></p> <p><i>Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune, au titre de sa compétence en assainissement non collectif, en application du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française conformément à l'article 9 ci-dessus.</i></p> <p>Dans cet arrêté, les prescriptions techniques minimales applicables au traitement sont classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations avec traitement par le sol : les prescriptions sont détaillées dans l'arrêté. - installations avec d'autres dispositifs de traitement : ces matériels ou procédés font l'objet d'un agrément ministériel dont on peut se procurer la liste au SPANC ou sur Internet à l'adresse : http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement-r92.html 	

Eléments devant figurer dans les rapports d'études de filière
(basés sur la norme NF P16-006 d'août 2016 relatif à la conception)

Description du projet et estimation du volume d'effluents

- Nom et coordonnées du pétitionnaire
- Adresse du projet
- Plan de situation localisant le site du projet (à l'échelle exemple 1/25000)
- Extrait cadastral, section et numéro de parcelle, superficie
- Description de l'immeuble, nombre de pièces principales
- Mode d'occupation (résidence principale, secondaire, gîte ...), taux d'occupation
- Evaluation du volume journalier d'effluent domestique à traiter
- Mode d'alimentation en eau potable (réseau public ou captage)

Analyse du milieu récepteur, son aptitude à assainir et à évacuer les eaux usées

- Contexte naturel général : géographie, topographie, géologie, hydrogéologie
- Sondages du sol en place : nombre, profondeur, emplacement, présentation des résultats : description des profils pédologiques et de leurs caractéristiques principales (texture et couleur du sol, épaisseur du sol, caractère plus ou moins humide du sol...)
- Mesures de la perméabilité du sol : présentation de la technique utilisée, de l'emplacement des tests et des résultats

Détermination, dimensionnement et présentation d'une filière d'assainissement adaptée pour assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées dans le milieu naturel

- Justification du choix de la filière d'assainissement retenue : récapitulatif des contraintes, synthèse des éléments étudiés, dimensionnement
- Description des ouvrages composant la filière d'assainissement : dimensionnement (volume de la fosse, longueur d'épandage), caractéristiques techniques des matériaux (granulométrie du graviers, diamètre des canalisations), principes de mise en œuvre (fond de fouille, remblayage, pentes, profondeur)
- Schémas des dispositifs, plans en coupe
- Plan d'implantation de l'installation d'assainissement projetée, le plus précis et le plus exhaustif possible (à l'échelle 1/250 ou 1/500) mentionnant :
 - L'emplacement des bâtiments du pétitionnaire et des bâtiments voisins,
 - L'emplacement de tout puits, forages ou captages d'eau.
 - Les limites de propriété,
 - L'implantation de chaque élément d'assainissement (tous les ouvrages, ainsi que les sorties d'eaux usées, les ventilations, les canalisations de transfert...),
 - Les zones de circulation et de stationnement,
 - L'emplacement des arbres ou des espaces boisés,
 - Les caractéristiques du terrain (sens de la pente, cours d'eau...),

Précisions spécifiques concernant les dispositifs de traitement agréés

Les rapports d'études doivent contenir les informations suivantes :

- Famille du procédé retenu (microstation, filtre compact, phytoépuration)
- Liste des dispositifs agréés correspondant à cette famille et au dimensionnement requis
- Spécificités du projet par rapport aux filières (fonctionnement par intermittence)
- Conditions particulières de mise en œuvre (présence d'une nappe...)

Demande de permis de construire

Article 12.3

Article 4 du décret du 28 février 2012 relatif aux autorisations d'urbanisme

Le dossier joint à la demande de permis de construire comprend [...] le document attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif [...] dans le cas où le projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une telle installation

Diagnostic dans le cadre d'une vente

Article 14

Article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique

Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

**Diagnostic
dans le cadre
d'une vente
(suite)
Article 14**

Si le contrôle des installations d'assainissement non collectif est effectué en vertu de l'article L. 1331-1-1 du présent code est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur.

**Modalités et
finalité des
contrôles**

**Article 5
Article 12
Article 13
Article 14**

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, les travaux à exécuter s'il y a lieu ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle.

Pour le contrôle des installations existantes, l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle indique les critères d'évaluation des installations permettant de déterminer une éventuelle non-conformité et les délais de réalisation des travaux prescrits. Ces critères sont réunis dans la grille d'évaluation ci-dessous. Chaque installation est classée dans cette grille, qui est intégrée dans chaque rapport de visite du SPANC.

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

Les « zones à enjeux sanitaires et environnementaux » sont définies dans l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux sur le département du Vaucluse.

**Obligation de
travaux
Article 14.2**

Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique
Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document.

Obligation de travaux**(suite) Article****14.2**Article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation

En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.

Article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux du Vaucluse

En cas de constat d'absence d'installation [...] la commune met en demeure le propriétaire de mettre en place [...] une installation conforme dans les meilleurs délais à compter de la notification de la mise en demeure. En tout état de cause, cette mise en conformité interviendra 2 ans à compter de la notification de la mise en demeure.

Périodicité des contrôles**Article 14.3**Article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012.

Article 7 de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle Conformément à l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales, la commune précise, dans son règlement de service remis ou adressé à chaque usager, les modalités de mise en œuvre de sa mission de contrôle, notamment :

a) La fréquence de contrôle périodique n'excédant pas dix ans ;
Cette fréquence peut varier selon le type d'installation, ses conditions d'utilisation et les constatations effectuées par la commune lors du dernier contrôle.

Dans le cas des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement, les contrôles peuvent être plus fréquents tant que le danger ou les risques perdurent.

Dans le cas des installations nécessitant un entretien plus régulier, notamment celles comportant des éléments électromécaniques, la commune peut décider :

- soit de procéder à des contrôles plus réguliers si un examen fréquent des installations est nécessaire pour vérifier la réalisation de l'entretien, des vidanges et l'état des installations ;
- soit de ne pas modifier la fréquence de contrôle avec examen des installations mais de demander au propriétaire de lui communiquer régulièrement entre deux contrôles, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges.

Installations supérieures à 20 EH**Article 15**Article 20 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 – cahier de vie du système (<120 kg/j DBO5)

Le ou les maîtres d'ouvrage des systèmes de collecte et des stations de traitement concernés rédigent et tiennent à jour un cahier de vie.

Le cahier de vie, compartimenté en trois sections, comprend a minima les éléments suivants :

- section « description, exploitation et gestion du système d'assainissement » :
- section « organisation de la surveillance du système d'assainissement » :
- section « suivi du système d'assainissement » :

Se référer à l'arrêté pour les détails de chaque section.

« CBPO » = Charge Brute de Pollution Organique

Le cahier de vie et ses éventuelles mises à jour sont transmis pour information [...] au service en charge du contrôle.

Annexe 3 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015

Performances minimales des stations de traitement des eaux usées des agglomérations devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Tableau 6. Performances minimales de traitement attendues pour les paramètres DBO5, DCO et MES.
La valeur de la concentration maximale à respecter ou le rendement minimum sont appliqués

PARAMÈTRE	CHARGE BRUTE de pollution organique reçue par la station en kg/j de DBO5	CONCENTRATION maximale à respecter, moyenne journalière	RENDEMENT MINIMUM à atteindre, moyenne journalière	CONCENTRATION réductible, moyenne journalière
DBO5	< 120	35 mg (O2)/l	60 %	70 mg (O2)/l
	≥ 120	25 mg (O2)/l	80 %	50 mg (O2)/l
DCO	< 120	200 mg (O2)/l	60 %	400 mg (O2)/l
	≥ 120	125 mg (O2)/l	75 %	250 mg (O2)/l
MES (*)	< 120	/	50 %	85 mg/l
	≥ 120	35 mg/l	90 %	85 mg/l

Le respect du niveau de rejet pour le paramètre MES est facultatif dans le jugement de la conformité en performance.

(*) Les valeurs des différents tableaux se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté. Toutefois, les analyses effectuées en sortie des installations de lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES. La concentration réductible des MES dans les échantillons d'eau non filtrée est alors de 150 mg/l en moyenne journalière, quelle que soit la CBPO traitée.